

152¹

REPUBLIQUE DU SENEGAL
MINISTERE DE L'ECONOMIE DES FINANCES
ET DU PLAN (MEFP)
DIRECTION DE LA PREVISION ET DE
LA STATISTIQUE (DPS)

PROGRAMME DES NATIONS UNIES
POUR LE DEVELOPPEMENT (PNUD)
SOUS-PROGRAMME V

DOCUMENT DE STRATEGIE DE REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSRP)

ENQUETE DE LA PERCEPTION DE LA PAUVRETE (EPPS).

(Rapport de la région de Kaolack)

Draft

Abdou NDAO
Sociologue – Anthropologue

Bassirou NDIAYE
Hydraulicien - Environnementaliste

Juillet 2001

TABLE DES MATIERES

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS.....	5
REMERCIEMENTS.....	6
RESUME ANALYTIQUE.....	7
INTRODUCTION	9
CONTEXTE GEOGRAPHIQUE ET ADMINISTRATIF.....	11
PREMIERE PARTIE : DEMARCHE ET METHODE.....	12
PERCEPTION DE LA PAUVRETE : ETAT DES LIEUX.....	13
PERCEPTION ET CIBLAGE	15
<i>CIBLAGE SELON LES ZONES ECO-GEOGRAPHIQUES.....</i>	<i>16</i>
<i>CIBLAGE SELON LES STATUTS SOCIO-ECONOMIQUES.....</i>	<i>16</i>
OUTILS DE COLLECTES.....	16
<i>Le Guide d'entretien.....</i>	<i>17</i>
<i>Les entretiens individuels et collectifs.....</i>	<i>17</i>
<i>Les Discussions de Groupes Dirigés (focus-groups).....</i>	<i>17</i>
<i>L'analyse des biographies et récits de vie.....</i>	<i>17</i>
<i>Coupe transversale.....</i>	<i>17</i>
<i>La matrice de priorisation des revenus.....</i>	<i>18</i>
<i>Les observations de terrain.....</i>	<i>18</i>
<i>Recours à des informateurs clefs.....</i>	<i>18</i>
<i>Recours à la documentation.....</i>	<i>18</i>
<i>Recueil des pensées sémiologiques populaires.....</i>	<i>18</i>
ANALYSE DES DONNEES	19
QUELQUES ENSEIGNEMENTS EPISTEMOLOGIQUES ET METHODOLOGIQUES DE	
L'ANALYSE DES PERCEPTIONS.....	19
<i>AVANTAGES.....</i>	<i>19</i>
Portée heuristique et méthodologique de l'analyse des perceptions.	19
Perceptions et formes représentatives des modes de pensées locaux	19
Perceptions et triangulation.....	19
<i>LIMITES.....</i>	<i>20</i>
Perceptions : du sujet à l'objet.....	20
Perceptions, sens et significations des mots et des choses.	20
Perceptions et biais	20
DEUXIEME PARTIE : PERCEPTIONS, VULNERABILITE, INSECURITES :	
FORMES ET MECANISMES.....	22
TYPOLOGIES DES MENAGES PAUVRES SELON LES PERCEPTIONS	23
<i>CARACTERISTIQUES SOCIOLOGIQUES DES MENAGES</i>	<i>23</i>
Le point de vue de B.D. donne une indications des difficultés à définir le	
concept de pauvreté. Elle signale ainsi la relativité du concept notamment	
dans les contexte agro-écologiques comme la région du Sine Saloum. Elle	
donne enfin plus de pertinence à l'approche qualitative.	24
Organisation de l'espace géographique et social.....	24
Modes de consommation	25

Statut socioprofessionnel : pauvreté et forte pression sur les salaires	27
RUPTURES ET VULNERABILITES	29
<i>Vulnérabilités comme facteurs sous-jacents de pauvreté</i>	29
<i>Rouleau compresseur des politiques publiques agricoles</i>	29
<i>Monoculture et vulnérabilités.....</i>	30
<i>Vulnérabilités et accès aux facteurs de production : un système d'exclusion....</i>	31
<i>Communauté d'origine et accaparement des terres.....</i>	32
<i>« L'ordinateur m'a sauté » : bureaucratisation et distribution des semences....</i>	32
<i>Pratiques usurières et permanence insécuritaire</i>	33
<i>Ciblage et échantillonnage : tricherie bureaucratique</i>	34
<i>Pauvreté et formes de déconnexion</i>	35
Déconnexion institutionnelle : points de vues	35
Les institutions de l'état.....	35
Déconnexion institutionnelle : perception des institutions.....	36
<i>Déconnexion sociale</i>	38
VOL ET ESPACE D'INSECURITE	41
PRATIQUES MATRIMONIALES ET MODELE DU SALOUM-SALOUM.....	42
TROISIEME PARTIE : STRATEGIE DE SORTIE DE CRISE.....	43
<i>Se (re)convertir en « bonnes »</i>	45
EMIGRER COUTE QUE COUTE	45
S'INVESTIR DANS LES GROUPEMENTS DE PROMOTION ECONOMIQUE	46
LES BOROM PEXE (DEBROUILLARDS), LES AUTRES.....	47
LES « LUUMA » : ESPACE DE CONTROVERSES	49
QUATRIEME PARTIE : RECOMMANDATIONS GENERALES.....	50
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	52

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

AGETIP :
BM :
CEPED :
CERP :
CNUCED :
CR :
CR :
CSE :
DPS :
DSRP :
EIO :
EPPS :
ESAM :
ESP :
FMI :
GRS :
GPF :
IFAN :
IRD EX. ORSTOM :
MEFP :
ONG :
PELCP :
PGU :
PIP :
PLD :
PNUD :
PRDI :
SP :
SRAT :
SRP :

AGENCE D'EXECUTION DES TRAVAUX D'INTERET PUBLIC
 BANQUE MONDIALE
 CENTRE D'ETUDE DE LA POPULATION POUR LE DEVELOPPEMENT
 CENTRE EXPANSION RURALE POLYVALENTE
 CENTRE DES NATIONS UNIES
 COMMUNAUTE RURALE
 CONSEIL REGIONAL
 CENTRE DE SUIVI ECOLOGIQUE
 DIRECTION DE LA PREVISION ET DE LA STATISTIQUE
 DOCUMENT DE STRATEGIE DE REDUCTION DE LA PAUVRETE
 ENQUETE SUR LES OBJECTIFS INTERMEDIAIRES
 ENQUETE PERCEPTION PAUVRETE SENEGAL
 ENQUETE SENEGALAISE AUPRES DES MENAGES
 ENQUETE SUR LES PRIORITES
 FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
 GROUPE DE REFLEXION STRATEGIQUE
 GROUPEMENT DE PROMOTION ECONOMIQUE
 INSTITUT FONDAMENTAL D'AFRIQUE NOIRE
 INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DEVELOPPEMENT
 MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU PLAN
 ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE
 PROGRAMME ELARGI DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE
 PROGRAMME DE GESTION URBAINE
 PROGRAMME D'INVESTISSEMENT PRIORITAIRE
 PLANS LOCAUX DE DEVELOPPEMENT
 PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT
 PROGRAMME REGIONAL DE DEVELOPPEMENT INTEGRE
 SOUS PROGRAMMES
 SERVICE REGIONAL DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE
 SERVICE REGIONAL DE LA PLANIFICATION

REMERCIEMENTS

Ce travail n'aurait été possible sans l'aide et l'appui de certaines personnes et institutions de la région de Kaolack. Au premiers rangs, nous citons :

- M. Cheikh Tidiane BA, enquêteur professionnel, membre de l'équipe régionale de Kaolack pour son assiduité et sa contribution décisive dans la transcription et la traduction des entretiens;
- Mlle Katy NDOYE, pour avoir assuré avec efficacité et générosité la saisie des corpus ;
- Tous ceux qui ont accepté de se soumettre à nos questions dans les départements de Kaffrine, Nioro et Kaolack ;
- Les autorités administratives, politiques et institutionnelles de la région (Préfecture, sous-préfecture, Conseil régional, Communes, Communauté rurale, chefs de quartiers et de village, chefs de CERP, ONG, etc.
- Une mention spéciale à M. Lamine FALL, Chef d'agence de la SGBS à Kaolack pour son amitié et son soutien multiforme.

RESUME ANALYTIQUE

Cette étude met l'accent sur une autre approche de la pauvreté appelée la pauvreté sociale ou perceptionnelle. Elle rompt avec les approches classiques quantitatives qui placent la construction d'indicateurs objectivement vérifiables au cœur du dispositif analytique.

La pauvreté sociale interroge le vécu et les représentations des acteurs. Elle développe une épistémologie critique sur le sens et la portée sociale du bien-être, de la vulnérabilité, du risque et de l'insécurité sociale notamment.

La pauvreté sociale met en œuvre une diversité de points de vues homogènes et hétérogènes. Elle évite les faux compromis et les vérités de façade. Elle est le reflet de la diversité sociale et sociologique.

Dans cette étude, un volet important est consacré aux définitions des concepts de pauvreté. Les définitions sont multiples et mettent en lumière les modes de pensées locaux et les représentations sous-jacentes. Ces définitions révèlent des ambiguïtés, des ambivalences, des contradictions apparentes ou réelles. Ainsi, les perceptions montrent la complexité de « l'univers perceptionnel de la pauvreté » et la nécessité pour l'approche socio-anthropologique de saisir les nuances, les différences, les oppositions, etc.

Cette étude part ainsi du postulat que du point de vue perceptionnel, la pauvreté est indéfinissable. Plutôt, elle ne l'est qu'en prenant en compte une multiplicité de critères sociaux.

Cette étude a, d'autre part, permis de tester l'hypothèse de l'articulation entre politiques publiques agricoles et pauvreté, notamment dans le contexte du bassin arachidier, objet de notre étude. Les mécanismes et formes de vulnérabilités sont fortement liés à la centralité du système de production agricole fondée sur l'agriculture. Celle-ci est un des mécanismes, de part le caractère centrifuge des politiques publiques, les plus subtiles de la pauvreté des couches paysannes et, dans certains cas, des couches urbaines ou urbanisantes. Ces politiques publiques ont déstructuré le système de production agricole et social et accentué les vulnérabilités rurales et urbaines.

L'analyse des perceptions a permis d'interroger les rapports réciproques entre les acteurs sociaux et institutionnels. Entre ces deux espaces, se jouent des rapports complexes faits à la fois d'indifférence, de conflits, d'inclusion, d'exclusion, etc. Ces rapports ont permis de mieux comprendre les mécanismes et formes de vulnérabilités, de risques, de pauvreté à l'échelle locale, communautaire, régionale, globale.

Les perceptions ont interrogé les stratégies de sortie de crise des acteurs urbains, ruraux et institutionnels. Elles sont multiformes et complexes. Elles sont adaptables et adaptées. Les solutions sont à la fois simples et complexes. C'est cette

ambivalence qui caractérise les stratégies. Les acteurs sont dans une logique de la débrouille. La vie est gérée au quotidien. La gestion de la stratégie de sortie révèle aussi une forte ambivalence : les stratégies de sortie sont aussi des facteurs de vulnérabilités.

Carte n° 1 : Carte administrative de la région de Kaolack

CONTEXTE GEOGRAPHIQUE ET ADMINISTRATIF

La région de Kaolack couvre une superficie de 16.010 km², ce qui représente 14% du territoire national. Elle se situe entre 14°30' et 16°30' de longitude Ouest et 13°30' et 14°30' de latitude Nord. Du coup, Kaolack est à cheval entre la zone sahélienne sud et la zone soudanienne Nord.

La région de Kaolack est située au Nord par les régions de Fatick (département de Gossas) et de Louga (département de Linguère). A l'est par la région de Tambacounda. Au Sud par la République de Gambie, à l'ouest par la région de Fatick (département de Foundiougne et de Fatick).

La région de Kaolack est subdivisée-en :

- trois (3) départements : Kaffrine, Kaolack et Nioro,
- dix (10) arrondissements qui sont répartis comme suit :
 - Kaffrine : 4 arrondissements (Nganda, Birkilane, Malème Hoddar et Maka Yopp) ;
 - Kaolack : 3 arrondissements : (Ndiédieng, Sibassor et Koumbal)
 - Nioro : 3 arrondissements (Paoskoto, Médina Sabakh et Wack Ngouna)
- Six (6) communes : Kaolack, Kaffrine, Nioro, Kougheul, Gandiaye et Ndoeffane,
- Quarante un (41) communautés rurales : Kaffrine (21), Kaolack (9) et Nioro (11).

PREMIERE PARTIE : DEMARCHE ET METHODE

PERCEPTION DE LA PAUVRETE : ETAT DES LIEUX

La pauvreté a atteint dans le monde des proportions inquiétantes. Elle touche plus particulièrement les pays africains qui enregistrent 220 millions d'individus vivant dans la pauvreté absolue. (Banque mondiale, 1993).

La lutte contre la pauvreté est devenue aujourd'hui une préoccupation majeure pour les institutions internationales. C'est ainsi que, différents rapports portant sur la pauvreté ont été élaborés (Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Banque mondiale (BM), CNUCED,).

Dans les années 70, les approches relatives à la pauvreté étaient essentiellement quantitatives. La pauvreté était définie du point de vue de sa dimension monétaire. Il aura fallu attendre les années 80, pour que de nouvelles approches soient valorisées : la pauvreté était définie du point de vue qualitatif. Ce sont des définitions relatives de la pauvreté par opposition à la pauvreté absolue. Parmi les institutions internationales qui ont opéré ce réajustement, on note la contribution inestimable du (PNUD). Depuis cette date, le PNUD a publié différents rapports relatifs au développement humain.

Au Sénégal, on note aussi ces mêmes tendances lourdes. Des études récentes ont permis de déterminer le profil général de la pauvreté de notre pays.

Avec l'appui de la Banque mondiale, l'Enquête Sur les Priorités (ESP, 92') a permis de déterminer les conditions générales de vie des ménages et des populations sénégalaises. Cette enquête, réalisée par la Direction de la Prévision et de la Statistique (DPS), portait sur un échantillon de 10.000 ménages en milieu urbain et rural. Certes, l'approche développée ne portait pas exclusivement sur la pauvreté. Cependant, on note des réelles intentions de cerner les vulnérabilités des ménages.

Quelques années plus tard, l'Enquête Sénégalaise Auprès des Ménages (ESAM) fut réalisée. L'ESAM a permis, à partir de 3300 ménages, de camper la structure des dépenses, des revenus et des patrimoines. (ESAM, 1994-95'). Elle a constitué une étude de référence pour ce qui concerne le profile de pauvreté du Sénégal.

C'est durant cette période que la Banque mondiale publie son étude sur l'évaluation des conditions de vie des ménages au Sénégal (Banque mondiale, 1995) en affinant les données de base de l'ESP. Le rapport de la Banque mondiale a proposé, à partir des calculs, des seuils de pauvreté qui montrent l'extrême précarité des conditions de vie des ménages. C'est ainsi que, pour le Sénégal, le seuil de pauvreté est de 3324 FCFA par personne et par mois. Le rapport établit d'autre part que 30 à 60% de la population sénégalaise est pauvre. Du point de vue de la distribution spatiale de la pauvreté, le milieu rural est le plus touché, car concentrant près de 80% des pauvres.

¹ Direction de la Prévision et de la Statistique

L'analyse du profile de la pauvreté s'est affinée, d'autre part, avec la publication des recherches de l'IFAN et de l'IRD ex. ORSTOM. A partir de procédés biographiques qualitatifs, les conditions de vie des familles dakaroises sont examinées de même que leurs stratégies de sortie de crise. Cette étude de l'IFAN-IRD s'est révélée originale du point de vue de l'approche méthodologique fondée sur l'exploitation statistique de biographies quantitatives. Ces dernières ont permis de reconstituer les différents itinéraires matrimonial, professionnel, résidentiel, etc. C'est une double approche qui combine à la fois des méthodes quantitatives (démographiques) et sociaux - anthropologiques (biographies).

Une autre étude relative à la pauvreté a été réalisée par le Bureau Régional pour l'Afrique du Programme de Gestion Urbaine (PGU, 1995). Cette étude a permis de faire le point des différentes études réalisées et de proposer un modèle explicatif de la pauvreté au Sénégal. L'intérêt de cette étude est qu'elle fait la synthèse des principales publications réalisées durant les années 80 et 90.

Le PNUD a dans ce sillage réalisé différentes études portant sur la pauvreté notamment dans les banlieues. Ces études ont permis de comprendre certains mécanismes de vulnérabilité des ménages pauvres, leur profil socio-économique, leur typologie.

Le Groupe de Réflexion Stratégique (GRS, 1997) a publié un document portant sur la pauvreté rurale au Sénégal. L'originalité de cette étude est qu'elle combine trois sources de données (ESP, Enquête sur les Objectifs Intermédiaires (EIO) et le Centre de Suivi Ecologique (CSE). Ces sources de données portent sur l'année 1992 retenue comme année de référence. Ce choix s'explique par le souci d'harmoniser les référentiels statistiques en vue d'aboutir à des conclusions généralisables.

La construction du modèle d'analyse s'est opérée à partir d'indicateurs tels que notamment le taux de scolarisation, le pourcentage des enfants malnutris, le revenu global moyen des ménages, l'accès à l'eau potable, la couverture sanitaire et l'indice de végétation. A partir de ces variables, un indice synthétique de pauvreté est conçu pour servir de base de comparaison des départements. L'étude du GRS a ainsi permis de déterminer le profile de pauvreté des différents départements de même que leur classement par ordre de vulnérabilité.

A ces études d'envergure nationale, s'ajoutent des publications régionales qui donnent une idée de l'intérêt porté à la problématique de la pauvreté.

Du point de vue institutionnel, différents Plans Régionaux de Développement Intégré (PRDI), Programmes Locaux de Développement (PLD), Monographies de Zone, Etudes Sectorielles, SRAT, ont été conçues (1987, 1999, 2000). Ces PRDI, PLD, etc. proposent une synthèse du bilan diagnostic et des programmes d'actions à la lumière des opportunités et des contraintes régionales. Certes, l'objectif de ces études n'est pas de déterminer le tableau général de pauvreté. Cependant, elles donnent une idée des indicateurs socio-économiques, démographiques, environnementaux, etc. de la région.

Dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, l'AGETIP (Programme de Nutrition Communautaire, 1998) a réalisé une étude portant sur la sécurité alimentaire en milieu rural. Cette étude a permis de combiner une double approche qualitative et quantitative. L'intérêt de l'approche qualitative est qu'elle interroge le vécu et les représentations propres des acteurs. C'est une des rares approches proches de l'étude en cours.

En effet, l'essentiel des études portent sur des approches plus institutionnelles qu'analytiques. Ainsi, ces approches privilégient le diagnostic et une démarche technocratique qui laisse peu de places aux discours et opinions des acteurs. (PNUD, Programme Pilote de lutte contre la Pauvreté. Programme d'Investissement Prioritaire, Communes et communautés rurales de Nioro, Keur Maba Diakhou, Wack Ngouna, Keur Madiabel, Ndrané Escalé, 2000').

En résumé, il ressort des études nationales et régionales relatives à la pauvreté quelques tendances :

Les approches développées dans ces différentes études sont pour l'essentiel institutionnelles. La démarche est pour l'essentiel technocratique. Même si pour les PRDI et PLD, la démarche a privilégié la participation des acteurs à la base, elle demeure cependant insuffisante notamment dans la formulation de leurs points de vue et de leurs représentations. Ce sont donc des approches monographiques où le descriptif prime sur l'analytique.

Aucune de ses études, tant nationale que régionale, n'aborde la pauvreté sous l'angle de la perception qui restitue la parole aux acteurs. L'approche perception déborde le point de vue du chercheur qui devient ainsi la courroie de transmission raisonnée de l'acteur.

PERCEPTION ET CIBLAGE

L'approche méthodologique de l'étude porte essentiellement sur l'utilisation d'outils qualitatifs et participatifs. L'intérêt de cette approche est qu'elle permet de saisir avec intensité et profondeur les perceptions des acteurs et des ménages. Les perceptions interrogent le vécu et les représentations des acteurs sociaux et des ménages. A ce titre, elles ne sont appréhendantes que par les biais d'approches compréhensives. Cette approche s'est révélée efficace au regard de la diversité des modes de ciblage utilisés.

CIBLAGE SELON LES ZONES ECO-GEOGRAPHIQUES

Tableau : Récapitulatif des zones d'études selon le ciblage éco - géographique

Département	Communes	Arrondissements	C. Rurales	Villages
Kaffrine	Kaffrine	- Nganda - Birkilane	- Nganda - Birkilane	Wentinkou
Nioro	Nioro	- Médina Sabakh - Paoskoto	- Ngayenne - Lohenne - - Paoskoto -	Ngayenne Lohenne Paoskoto
Kaolack	Kaolack	- Gandiaye	- Njebel - Dya - Sibassor	Njebel Dya Sibassor

Source : auteurs, 2001

L'enquête de terrain a permis de diversifier les sites de recherche. Cette diversification procède d'un souci méthodologique de saisir les perceptions à partir de contextes géographiques différents. Ainsi, nous avons pu enquêter en milieu urbain (commune, département) et rural (communauté rurale, arrondissement). Cette diversification a d'autre part, permis de comprendre la spécificité de chaque zone éco-géographique.

A l'intérieur de chaque zone éco- géographique, un travail en profondeur est effectué pour arriver à des spécificités plus fines.

CIBLAGE SELON LES STATUTS SOCIO-ECONOMIQUES

L'analyse des perceptions de la pauvreté concerne plusieurs acteurs sociaux. A l'instar du ciblage sus - mentionné, le ciblage socio-économique prend en compte une diversité d'acteurs classés selon des critères de vulnérabilité. Le classement selon les critères de vulnérabilité laisse entrevoir, dans cette étude, trois grands groupes sociaux :

Le ciblage s'est appuyé sur ces trois groupes en vue d'arriver à des perceptions différentielles selon le statut socio-économique et les milieux de résidence (rural et urbain), les caractéristiques par sexe et par âge.

OUTILS DE COLLECTES

Les outils utilisés sont à la fois qualitatifs et participatifs. On note une pluralité de points de vue relatifs aux perceptions de la pauvreté. Plusieurs outils sont mis en œuvre, dans cette étude.

Le Guide d'entretien

C'est l'outil de base à partir duquel les principales thématiques sont structurées. Le guide comprend les aspects suivants :

- Définition des notions de pauvreté, de bien-être, de mal être, de vulnérabilité, de risque, d'insécurité, de cohésion sociale, etc.
- Priorisation par les pauvres de leurs difficultés,
- Analyse institutionnelle : comment les pauvres perçoivent ils l'(in) efficacité des institutions (bilatérales et multilatérales), d'appui au développement, étatique, etc.)
- Analyse selon le genre : comment la pauvreté se distribue t elle selon les rapports sociaux de sexe ?

Les entretiens individuels et collectifs

A partir du guide d'entretiens, une centaine d'entretiens individuels et collectifs est organisée selon les différentes caractéristiques socio-économiques, éco-géographiques sus - mentionnées. Il s'agit ainsi de diversifier les angles de vue afin d'arriver à des niveaux profonds de finesse.

Les Discussions de Groupes Dirigés (focus-groups)

Différent focus-groups sont organisés à la fois en milieu urbain et rural. Les discussions de groupes dirigés présentent l'avantage d'approfondir les points de vue relatifs à l'analyse des perceptions. L'objectif est d'arriver à identifier une préoccupation majeure et d'aller au bout des entretiens. Ainsi, différentes problématiques sont abordées : chômage, culture arachidière, perception relative aux institutions, exclusion et marginalisation sociale, etc.

Du point de vue des données, les discussions de groupes dirigés présentent l'avantage de réunir des groupes homogènes, d'où un plus grand contrôle par le groupe de la qualité des données.

L'analyse des biographies et récits de vie

Une bonne partie des données recueillies concerne les biographies et récits de vie. Elles donnent des indications pertinentes sur le sens du vécu et des représentations des acteurs par rapport à leurs conditions de vie. Cet outil s'est révélé comme un des plus efficaces dans l'analyse des trajectoires des individus et des perceptions sous-jacentes. C'est aussi un outil essentiel en ce qui concerne les illustrations des hypothèses de base formulées dans cette étude.

Coupe transversale

Cet outil de la Méthodologie Accélérée de Recherche Participative (MARPP) se révèle très efficace notamment dans le mode de ciblage et d'échantillonnage. En effet, la

coupe transversale, dans un espace géographique donné, permet de diversifier les options géographiques. Elle est ainsi un outil qui complète la diversification géographique et socio-économique.

La matrice de priorisation des revenus

Elle permet de faire le point de la distribution statistique (proportion) des revenus selon les différents portefeuilles des ménages et des acteurs. Cet outil donne une idée relativement précise des modes de dépense et des priorités qui se dégagent au niveau des ménages et des acteurs.

Les observations de terrain

L'analyse des perceptions s'appuie également sur des observations de terrain. Les perceptions ne sont pas conçues uniquement du point de vue des acteurs et des ménages, mais également du point de vue de la position du chercheur. C'est une conception empirique qui relativise les autres outils d'analyse de la perception. Les observations de terrain concernent à la fois toute la logique d'entretiens (à l'occasion des entretiens collectifs et individuels) et empirique (observation du bâti, des conditions de vie matérielles des ménages et des acteurs, de l'organisation géographique et sociale des quartiers, etc.). L'observation de terrain est ainsi un procédé qui permet au chercheur d'exprimer de façon prudente la conviction du chercheur. Ce dernier n'est pas exclu du processus de perception qui est un processus cognitif et interactif.

Recours à des informateurs clefs

Les modes de ciblage et d'échantillonnage sont réalisés avec l'appui de personnes-ressources. Tout le processus décisionnel du choix des quartiers, des communes, des communautés rurales, des arrondissements, etc. s'appuie sur les points de vue de ces dernières. Elles sont porteuses de compétences intrinsèques, d'avis compétents. Ce souci de mettre en relief leurs points de vue procède d'une démarche méthodologique fondée sur l'approche qualitative et participative.

Recours à la documentation

Les différents services régionaux ont été consultés dans le recueil des données (statistique, urbanisme, hydraulique, CERP, etc.). De même, des personnes-ressources ont été aussi consultées pour leur niveau d'expertise. Ces données ont permis de faire la synthèse du contexte général de la région de Kaolack.

Recueil des pensées sémiologiques populaires

Les pensées sémiologiques populaires permettent de restituer dans leur platitude les points de vue des acteurs. Elles interrogent ainsi le vécu et les représentations de ces derniers.

ANALYSE DES DONNEES

L'ensemble des entretiens est systématiquement saisi et constitué en corpus. Les corpus sont présentés dans leur plus simple expression. L'objectif est d'arriver autant que possible à restituer dans leurs platitudes ce que pensent les acteurs et ménages interrogés. Tous ces corpus font l'objet, de réorganisation formelle pour en faire des illustrations, des encadrés. Ainsi, les corpus sont des creusets d'illustrations. Ils sont les fondements des perceptions des acteurs et ménages.

C'est à partir des corpus que les analyses s'organisent. Celles-ci s'appuient aussi sur les corpus d'entretiens.

QUELQUES ENSEIGNEMENTS EPISTEMOLOGIQUES ET METHODOLOGIQUES DE L'ANALYSE DES PERCEPTIONS

Les perceptions sont un condensé d'opinions et de points de vues. Elles constituent un bloc de sentiments tantôt compacts, tantôt hétérogènes. Elles traduisent le vécu propre des acteurs et des ménages. Plusieurs enseignements peuvent être tirés de la pertinence de l'analyse des perceptions.

AVANTAGES

Portée heuristique et méthodologique de l'analyse des perceptions.

Un des intérêts de l'analyse des perceptions réside dans sa portée heuristique et méthodologique. Les perceptions condensent un creuset inestimable de pratiques, d'opinions. On note une diversité situationnelle qui rend les contextes des acteurs à la fois simple et complexe. Cette diversité impose l'utilisation d'une pluralité d'outils méthodologiques afin de saisir les pratiques. Ces outils font appel à deux caractéristiques que sont la participation et la qualité. L'acteur est ainsi au cœur du dispositif méthodologique. Il reflète sa propre position en référence parfois à celle des autres. Du coup, l'approche perception se présente à la fois dans sa double conception individualisante et collective.

Perceptions et formes représentatives des modes de pensées locaux

L'analyse des perceptions convoque également les modes de pensées locaux. Ces derniers sont opérationnalisés parfois à travers les sémiologies populaires qui renvoient à des visions du monde, à des formes d'expression orales, etc. Les entretiens ont permis de restituer une diversité d'expressions propres aux pensées des acteurs, à l'intérieur de leurs contextes historiques et géographiques.

Perceptions et triangulation

La nature de l'approche qualitative exige de procéder à une triangulation des données recueillies. Cette méthode est la soupape de vérification, donc, de sécurité pour le chercheur. Elle s'est parfois appliquée notamment quand il s'agit de vérifier

des informations apparemment contradictoires ou dans le cadre de focus-group. Ainsi, la triangulation est une forme de diversification des points de vues, des argumentaires des acteurs. Sans triangulation, l'approche qualitative perd sa valeur heuristique et scientifique.

LIMITES

Perceptions : du sujet à l'objet

Les perceptions, dans leur intentionnalité propre sont subjectives. Cependant, dans leur visée méthodologique, elles sont objectives. Elles traduisent le vécu concret des acteurs. L'une des spécificités des approches comme la perception réside dans l'identité d'existence de l'objet et du sujet de recherche. La difficulté majeure relative à l'analyse des perceptions réside dans cette tâche de démêlage du sujet épistémique et de l'objet épistémologique. Ainsi, il s'agit pour le chercheur, d'assurer des rapports d'extériorité entre ces deux entités d'une même face. Le chercheur reste ainsi coincé dans cette ambivalence des perceptions et des pratiques sociales. Cette difficulté est au cœur de la problématique des sciences sociales et humaines. Elle s'en trouve accru notamment dans un contexte d'analyse des perceptions. En effet, au-delà de sa portée sociologique, l'analyse des perceptions laisse entrevoir également une dimension psychologique propre aux acteurs. Cette dimension psychologique complique ainsi la tâche du chercheur dans sa tentative de saisir les perceptions.

Perceptions, sens et significations des mots et des choses.

Une autre difficulté majeure liée à l'analyse des perceptions concerne le sens et les significations portées par les pratiques. Ces dernières sont reflétées par des sémiologies populaires, des contes, des proverbes, etc. La difficulté du chercheur est d'appréhender correctement ces sens et significations. Ainsi, par exemple, les notions de vulnérabilités, de pauvreté notamment trouvent des répondants très contrastés en langue *wolof*. Plusieurs concepts renvoient à la fois à ces notions. Dans une perspective typologique, il est difficile d'arriver à des classifications compte tenu des similarités de sens et de contenus des concepts d'étude. Ainsi, le concept de pauvreté est tantôt conçu en termes de *naak*, tantôt en terme *neew doole*, etc. Le défi est d'arriver à mettre chaque concept dans son contexte historique et grammatical.

Perceptions et biais

Une autre contrainte dans l'analyse des perceptions concerne les biais. Ces derniers sont de plusieurs ordres et sont intrinsèquement liés aux sciences sociales. Un des biais rencontrés dans cette étude concerne le biais saisonnier. Les principales tendances des réponse sont structurées autour des politiques agricoles. C'est lié en partie au contexte de l'étude (démarrage de la saison des pluies).

Un autre biais est lié à la fierté des acteurs interrogés. Ce biais pose la problématique de la véracité et de fiabilité des réponses fournies. L'intimité des questions et des réponses en jeu, la frilosité réelle ou simulée des acteurs semblent expliquer ce biais.

**DEUXIEME PARTIE :
PERCEPTIONS,
VULNERABILITE,
INSECURITES : FORMES ET
MECANISMES**

TYPOLOGIES DES MENAGES PAUVRES SELON LES PERCEPTIONS

Les entretiens de groupe permettent de proposer une typologie sociologique des ménages à partir de leur niveau de vulnérabilité. Ces typologies sont une construction mentale fondée essentiellement sur les perceptions des différentes catégories socio-économiques enquêtées.

CARACTERISTIQUES SOCIOLOGIQUES DES MENAGES

L'analyse des données laisse entrevoir une série de variétés de ménages correspondant chacun à des descriptions précises. L'objectif est de dépasser les approches classiques qui mettent l'accent sur les dimensions quantitatives et de cerner les caractéristiques des ménages au travers des perceptions des acteurs. Ce sont des définitions propres aux acteurs qui sont mis en évidence. Ce sont des définitions qui reflètent le vécu de ces derniers. D'où la dimension introspective de l'approche, qui révèle ainsi une diversité de points de vue. La description fait intervenir différentes situations que nous allons aborder ci-dessus.

B.D., stat. : Porte d'entrée : la pauvreté, c'est quoi même, point de vue d'un cadre.

« j'ai des problèmes pour définir la pauvreté. Plus qu'un problème de revenu, le comportement semble déterminant. D'ailleurs je crois que le revenu en milieu rural est difficilement maîtrisable. Je prends l'exemple du paysan de Malém Hoddar : la vente de la paille d'arachide (qui n'est pas souvent prise en compte) est aussi juteuse que celle de graines. Là est paradoxalement considérée comme pauvre alors qu'elle est par excellence le fief des plus riches agriculteur.

La qualité de la nourriture n'est pas également un indice fiable. En effet, ceux qui sont considéré comme pauvre ont une alimentation de meilleur qualité que celle des dits riches.

Enfin l'habitat est également biaisé à cause de la représentation selon les acteurs. En effet, là où certains acteurs privilégient la qualité de l'habitat et les équipements d'autres ont tendance à mettre l'accent sur les relations humaines (assistance action de bienfaisances, actions caritatives...), s'appuyant sur ce dicton bien de chef - nous c'est à dire l'homme est la meilleur des richesses. En règle général il est impossible de définir la pauvreté sur la base de bien matériel. Le port de parures et d'objet de valeurs sont cependant des critères de bien être social, c'est à dire de sentiment d'aisance où d'acceptation de soi. »

Le point de vue de B.D. donne une indications des difficultés à définir le concept de pauvreté. Elle signale ainsi la relativité du concept notamment dans les contexte agro-écologiques comme la région du Sine Saloum. Elle donne enfin plus de pertinence à l'approche qualitative.

Organisation de l'espace géographique et social

ENCADRE : B. Diop : pauvreté et configuration de l'espace sociologique et social.

« (...) L'insécurité est plus comprise comme une insalubrité sociale, c'est à dire l'inquiétude ou la peur de perdre une position sociale (logement hiérarchie ...) (...). Le manque de maîtrise foncier dans l'espace de vie crée une vraie psychose chez le citadin (...)»

La configuration de l'espace est perçue par certains acteurs comme relevant de la vulnérabilité. Ainsi, on note une forte correspondance entre pauvreté est organisation architecturale de l'espace, de l'habitat. Plus l'habitat est précaire, plus on note de fortes présomptions de pauvreté. La configuration architecturale crée la psychose, l'insécurité (inondations, délogement, etc.).

Entretien : Insécurité et ravins A.S., 27 ans, célibataire, Nioro.

« Nioro est un village avec une économie purement rurale. Il n'y a pas de projet, pas d'usine, pas d'infrastructures. A la veille de l'hivernage tout le monde a peur des ravins qui entourent la ville rangent le périmètre communal ils menacent les habitations périphériques. Avant les ravins étaient à plusieurs kilomètres du périmètre communal. Mais à cause de l'érosion ils se sont rapprochés progressivement et même colonisé des habitations. Je peux vous montrer si vous voulez certaines maisons se sont écroulées il y a eu des morts une bonne partie de la population s'est déplacée, certains définitivement, d'autres vivent comme des réfugiés en attendant une solution. Les ravins de Nioro constituent le bassin versant de larges superficies très arrosées. Vous devriez être là pendant la saison sèche pendant la saison des pluies pour voir vraiment des torrents d'eau déboulant à travers la ville pour aller vers les ravins en emportant tout sur leur passage, hommes bêtes et biens. »

Cette conception a aussi caractérisé l'approche développée par le chercheur. En effet, dans les définitions classiques prédéfinies par l'équipe de recherche, il ressort que la précarité de l'habitat est une conditions essentielle mais pas suffisante de l'état de pauvreté. La recherche des ménages pauvres s'est effectué dans plusieurs cas à partir de cette approche.

Le ravin est aussi le moyen différentiel de définition de la pauvreté. En effet, la situation est perçue telle qu'elle, car c'est la position géographique des pauvres. Les populations de cette partie de Nioro se considèrent à part. Elles se sentent extérieures voire exclues de l'espace communal.

N.D., Quartier Nouroulaye de Nioro restitue l'impression générale de son voisinage :

Entretien : Nd. D. quartier Noroulaye, Nioro

Les ''cambes''(ravins) nous traumatisent. Il y a des pythons qui tuent au beaucoup de chèvres. Pourtant c'est l'espace protégée par la DPV. Ces pythons sont nombreux surtout dans la saison des pluies. Les gens qui habitent près (des cambes) ont émigré vers l'intérieur de Nioro car (les cambes) ont envahi leurs maisons. Selon M.O.B., il y a au moins 20 ans, on avait tenté de mettre beaucoup de sable dans le canal, mais rien le canal se termine par une vallée nommée ''Débourre'' c'est à dire Dek bou reye. Depuis M.O.B., rien n'a été fait pour régler le problème du camb. Comme le chef de quartier avait dit que la solution du problème de Nioro passait par la résolution du problème du canal (camb) les politiciens maintenant en font leur cheval de bataille et à la veille de toute élection, les politiciens en viennent promettre la réfection du canal pour gagner des voix, une fois terminé, le dossier est rangé dans les tiroirs des oubliettes. Il y a un problème de mépris culturel, s'il y avait des riches près du canal le problème serait résolu. Automatiquement, mais comme nous sommes pauvres, le problème reste entier. »

Au regard des conclusions et observations de terrain, cette distinction s'est avérée inopérante. Plusieurs ménages en apparence mal bâtie se sont révélée des ménages moyens voire moyennement riches. En revanche, des ménages architecturalement bien bâtis se sont révélés moyens voire moyennement pauvres. Il semble ainsi que la ligne de démarcation ne se situe pas au niveau de la structure de l'habitat. C'est ainsi que l'approche perception donne à voir une pluralité d'indications. Dans cette section, nous nous attacherons à mieux cerner certains aspects structurants de cette relativité.

ENCADRE : Quartier de Ndangaan, le modèle de l'espace de précarité

Modes de consommation

En partant des entretiens, on peut cerner la perception de la consommation à partir de ce qui suit : la consommation est normalisée autour de trois notions-clés :

- la fréquence journalière : trois repas par jour peut être considérée comme une norme standard.

- le menu : le riz à midi est obligatoire ;on ne s'en prive qu'en cas de défaillance avérée. Le petit déjeuner et le dîner sont moins conventionnels. C'est d'ailleurs à ce niveau que les stratégies de camouflage sont le plus usitées (ces repas sont servis dans la plus stricte intimité, avec la seule présence des membres de la famille).
- La distribution dans le temps : les repas sont servis au lever du soleil, dans la mi-journée et au coucher du soleil.
- Ces normes non écrites mais non moins intangibles sont si fortes que leur transgression est toujours perçue comme un signe de vulnérabilité et ou d'auto marginalisation.
- On peut convoquer la qualité dès lors que le menu reste sujet à des normes et conventions qui échappent à notre libre-arbitre.

Les modes de consommation sont convoqués aussi pour déterminer des lignes de démarcation entre pauvreté et indicateurs explicatifs. On note aussi une diversité d'interprétations qui mettent en jeu les différents acteurs.

Ainsi, le «*ceebu borom barké*» qui renvoie à la qualité du repas standardisé tout en invoquant le standing de celui qui se l'offre , s'oppose au «*ceebu baadoolo*» qui se contente de la forme (obligation de se conformer à la norme sociale). La qualification d'un même menu renvoie à deux catégories sociales qui se côtoient, s'imitent ou plus exactement se conforment aux mêmes habitudes alimentaires tout en appartenant à deux mondes complètement différents : les riches et les pauvres.

Si les modes de consommation constituent un indice très important de différenciation objective , la ligne de démarcation est tellement tenue et subtile qu'elle échappe à l'observateur non averti. Le riche et le pauvre, fréquentent les mêmes espaces pour s'approvisionner en denrées alimentaires : ils s'adressent au même vendeur de poissons ou de légumes, au même charcutier et au même vendeur de riz à la seule mais fondamentale différence qu'ils ciblent des qualités largement différenciées. La frontière alimentaire si tant est qu'on peut l'appeler ainsi est chaque jours violée et ou voilée.

La violation de la frontière, de la périphérie vers le centre relève essentiellement de stratégie de camouflage. Par contre, dans le sens inverse elle relève plus de choix, de priorisation dans la prise de décisions en termes d'opportunités économiques que de camouflage. Quand le pauvre se paye du «*ceebu boorom barké*», c'est pour faire semblant, prouver à l'autre qu'il est capable de...Le riche qui n'a pas besoin de le prouver, peut faire face à d'autres formes de priorités ou d'obligations spécifiques liées à sa condition de riche (achat ou entretien de biens sociaux, épargne,...)

Une des tendances principales notées lors des entretiens concernent ainsi l'importance de la variable consommation dans la détermination des seuils de pauvreté. Il semble, plus que le mode d'habitat, que la consommation est plus

significative. Les ménages, les acteurs, toutes tendances confondues mettent l'accent sur la pertinence de la consommation comme indicateur distinctif du statut socio-économique des ménages.

Du point de vue des priorités, la consommation se révèle première comparée aux autres indicateurs de définitions des ménages.

Statut socioprofessionnel : pauvreté et forte pression sur les salaires

Entretien : D. B. 42 ans Kasnack :

« je ne suis pas « fekh » (nati) car j'ai un besoin mais je ne le règle pas, si on a un salaire, le salaire ne couvre rien. "Soye mougne, mougno kaye bi ame ape", tout est cher. J'enseigne depuis 1980. quand j'étais encore jeune, cela allait un peu, mais si tu vois que j'ai abandonné mes études pour aller travailler c'est que, j'appartiens à une famille de 15 personnes, je suis soutien de famille mon mari supporte une partie des dépenses et je pourvoie à l'autre partie. Je suis deuxième femme donc mon mari dépense déjà beaucoup chez sa première épouse. Finalement, à chacun sa voie. J'essaie de vendre, mais cela n'est pas très facile, à cause des mauvais payeurs. Je ne me sens pas privilégiée du tout, parmi mes promotionnaires il y en a qui n'ont pas étudié mais qui sont plus nanties que moi.

Pourquoi elles sont devenues plus riches que moi peut être qu'elles sont dans le commerce, Dieu seul sait. Je n'ai pas de perspective devant moi. Un programme FDEA est venu moi et ma maman, nous sommes entrées mais cela n'allait pas. Les vendeurs confondaient bénéfices et recettes, ce qui a abouti à une véritable situation de crise. Les perspectives de sortie de crise sont peu reluisantes. Moi je ne peux pas faire de commerce, parce que si je manque de riz ou d'huile ou si ma facture d'électricité tombe à pic, je suis tentée de puiser dans l'argent qui m'est confié, donc je ne peux pas faire du commerce. Certains ONG sont venues et ont prêté à chacune 250000f mais elles ont fait fiasco. Les relations humaines sont devenues difficiles, les gens sont hargneux, dans les familles il n'y a pas d'harmonie. La vie de famille qui aurait dû signifier harmonie est devenue un lieu de guéguerre.

Je suis mariée et fonctionnaire mon mari était fonctionnaire mais il est retraité. Ce que mon mari me donne ne me satisfait pas, il est obligé de diviser sa retraite entre ma famille et la famille de sa première épouse. S'il ne me satisfait pas financièrement je vais essayer de supporter mais jusqu'où s'arrête ce seuil de tolérance ? Les femmes s'en sortent mieux que les hommes car elles sont plus débrouillardes. Pour faire face, elles peuvent puiser dans les économies (qui alors s'épuisent vite) emprunter (mais cela va entraîner un déficit) une femme est plus à même d'aller s'endetter car un homme traîne son orgueil comme un boulet, ce qui l'empêche d'aller emprunter à son alter ego.

Mes frères ne travaillent pas mais ce n'est pas de leur faute. C'est la politique économique de gouvernement qui est responsable de cette situation. Pour les aider on peut leur donner des fonds pour faire du commerce ou les mettre dans des contrats même s'ils sont courts (alphabétisation). Pour moi à Kasnack, 8 maisons sur 10 sont pauvres

parce que moi même si je n'ai rien je donne souvent quelque chose a quelques familles. Moi je me classe comme pauvre car je suis née dans une maison qui n'est pas solide et depuis nous n'arrivons pas a réfectionner le bâtiment. Avant nos pères vivaient en solidarité , nous leurs enfants, nous continuons a entretenir de bonnes relations, mais chacun vit chez soi. Depuis le ministère d'I.Th. on me doit 4 ans d'heures supplémentaires, si on me le payait, j'aurais été rassurée et j'aurais pu construire quelque chose. »

Un des points de rupture les plus structurants des perceptions relatives aux vulnérabilités concerne leur statut socioprofessionnel. On note de forts taux de chômage. Les acteurs interrogés proposent des tendances qualitatives de taux de chômage. Le chômage est vécu intensément comme une des formes de vulnérabilités les plus fortes. Du point de vue perceptif, il est vécu aussi comme une injustice des pouvoirs publics et leur incapacité à prendre en charge les préoccupations fondamentales des jeunes. L'Etat est ainsi perçu comme le facteur structurel premier de la vulnérabilité.

M. L. 20 ans :

« le bien être c'est la conscience tranquille, Kasnack est un quartier moyen. Il n'y pas d'agression 2 % des jeunes travaillent, 98% ne font rien. »

Ce vécu se traduit par différentes expressions sémiologiques qui décrivent le désarroi des ménages et des acteurs (xoslu ; taaqale, soon, gorgorlu, nefe, keurtikeuti, etc.= La sortie de la pauvreté semble liée à l'insertion professionnelle.

On note également une volonté affirmée des jeunes à se prendre en charge. Le paradoxe du statut des jeunes semble lié à leur situation généralisée de chômage et la volonté dominante de se prendre en charge. Cette attitude semble contrastée avec les stéréotypes et préjugés qui confinent les jeunes dans la paresse et l'oisiveté.

Entretien : Vulnérabilité et inspiration spirituelle : cas du M. L., 30 ans Kasnack :

« En fait, tout le monde travaille. Si le talibé fait ''*aslamtou nafsi* '' c'est a dire un acte d'allégeance envers son marabout, vous pouvez nous considérer comme un salarié, a la fin du mois, vous serez paye par Dieu. (...) »

(...) je suis pauvre, donc je manque de moyens spirituels et matériels.»

Cette perception semble cependant être en marge des points de vues défendus par la plupart des jeunes rencontrés. Elle traduit cependant, l'angoisse existentielle de cette catégorie de la population, face aux fortes précarités qui les assaillent. Ainsi, on est en face d'une situation d'ambivalence qui se laisse à voire tantôt en termes de justification, tantôt en termes de stigmatisation. Justification et stigmatisation constituent ainsi deux tendances explicatives du phénomène de la pauvreté.

RUPTURES ET VULNERABILITES

Vulnérabilités comme facteurs sous-jacents de pauvreté

Les points de rupture et de vulnérabilités permettent de mieux comprendre les mécanismes d'appauvrissement et de pauvreté des groupes sociaux. La pauvreté peut être ainsi définie comme une sommation des vulnérabilités conjoncturelles et structurelles. Ainsi, le concept de vulnérabilités est consubstantiel à celui de pauvreté. Les vulnérabilités sont :

« des facteurs sous-jacents (ayant tendance à faire surface) qui, en se combinant même partiellement, sont susceptibles de nuire ou d'influencer négativement sur l'accès, l'allocation ou la gestion des ressources disponibles ou potentielles. Les vulnérabilités sont des faits structurels permanents ou conjoncturels. Ce sont des traits marquants pouvant déterminer des situations d'insécurité, d'exposition aux risques, d'insatisfaction, infirmités ou invalidités, la non réceptivité à des signaux universaux ou locaux (innovations techniques, changements sociaux, greffes, multisectorialités), le réceptacle de carence, les prédispositions à subir des distributions inégales et des injustices ou plus globalement des incapacités à se défendre (...)» Fall A.S. al., 1997.

Rouleau compresseur des politiques publiques agricoles

Le contexte de la région de Kaolack est fortement marqué par la culture de l'arachide. A ce titre, les politiques agricoles prennent une importance accrue sur le système de production. Dans une étude consacrée à la pauvreté rurale au Sénégal, on note ce qui suit :

« Notre hypothèse est que la réorientation de la politique agricole axée sur les vocations prédéfinies des zones agro-écologiques a une double conséquence : d'abord de renforcer un système de production dominant, et, ensuite, conséquemment d'affaiblir, voire de fragiliser tout le système d'activités qui ne s'inscrit pas dans la même logique. De manière structurelle, la politique agricole marginalise des groupes sociaux considérés comme n'étant pas inscrits dans le système de production dominant. » (Fall A.S, al. idem).

La même étude concluait en postulant que :

« la pauvreté rurale serait à la fois une conséquence logique du modèle économique de programmation linéaire et rigide, et aussi, l'expression des effets pervers des politiques trop sectorielles et ne prenant pas en compte les interactions du système d'activités. » (Fall A.S, idem).

Ces conclusions restent toujours actuelles et semblent structurer les perceptions des populations. En effet, les perceptions de la pauvreté sont structurées de façon dominante autour des politiques agricoles. Les ruptures et points de vulnérabilités

sont fortement liées à l'application des politiques agricole et ses conséquences sur les perceptions des acteurs et des ménages. Les points de rupture sont multiformes et concernent à la fois le système de production social et ses pratiques sous-jacentes.

Monoculture et vulnérabilités

Entretiens croisés sur la monoculture à Birkilane

B. F. La culture arachidière a provoqué le retard de Sénégal, il faut préconiser le développement des cultures maraîchères. Le phénomène de l'usure est très développé et est cause par l'accès d'expérience en la monoculture arachidière. Les autorités devraient accorder plus d'importance à l'eau pour le développement de la culture maraîchère.

A. Nd.: pour développer la culture arachidière, il faut créer de petits forages.

A. Nd.: la monoculture arachidière s'explique par la nécessité de nourrir le bétail (on obtient le Ngogne (ressources fourragères) par le biais de l'arachide.

D. F.: en ce qui concerne l'intérêt de cette diversification arachidière, l'exemple de Ngodiba un village frontalier du village où se déroule l'enquête ou les cultures maraîchères connaissent un véritable essor et les femmes de Ngodiba viennent vendre ici leurs produits de cultures maraîchères.»

Un des points de rupture, selon les perceptions les plus caractéristiques, concernent la monoculture. Celle-ci est perçue comme une forte vulnérabilité. Les conditions historiques de sa production font qu'elles font partie du système de production social.

La pratique de la culture arachidière ne semble plus liée à une vision affective, mais plutôt aux conditions objectives qui maintiennent les paysans dans cet état de fait. Ces derniers semblent désarmés face à ce qui est perçu comme un handicap majeur. La monoculture permet également de classer les zones éco - géographiques selon leur ordre de vulnérabilité. Ainsi, la situation de pauvreté semble liée à cette incapacité à accéder à des opportunités hydrauliques. Une des solutions apportées par les acteurs et les ménages interrogés concerne la diversification des cultures arachidières.

Encadré : Bassin de rétention et point de vue du chercheur : entre improvisation et amateurisme

C'est cet intérêt pour la diversification de la culture qui explique l'engouement noté pour les bassins de rétention initiés par le pouvoir central. Autant l'engouement est fort, autant, l'improvisation et la définition d'objectifs planifiés est absente. En arrivant à Lohenne vers 10 heures, nous avons rencontré des populations enthousiastes qui pensaient trouver des solutions avec les bassins collinaires. Toute la communauté rurale était mobilisée à cet effet. Personne ne

souhaitait être en reste, car la gestion future du foncier commence à se jouer à partir des présences. Tout le monde semble dérouter y compris les autorités administratives locales, transformées en la circonstance en gestionnaire de chantiers. Cette expérience de Lohenne est la traduction des limites des solutions parfois apportées aux questionnements du monde rural. L'approche procédait d'un amateurisme évident et d'une absence de planification totale.

Vulnérabilités et accès aux facteurs de production : un système d'exclusion

Une autre vulnérabilité concerne l'accès aux facteurs de production. Cet accès est jugé discriminant d'abord du point de vue des rapports sociaux de sexe.

Entretien : Inaccessibilité des femmes aux semences et autres facteurs de production

Ng. F. Paoskoto : *

« Un jeune n'a pratiquement pas de chance d'avoir des semences car c'est le chef de carre qui reçoit les semences. Finalement les jeunes sont obligés d'aller faire la nawetane de surcroît, il y a une véritable baisse du volume des semences. »

B. C., responsable ...

« Les femmes n'ont pas accès à la terre. En général, leur groupement essaie d'avoir sa terre et la terre qu'on lui octroie n'est pas des meilleures. En cas de décès du chef de famille, les garçons accaparent les terres mais l'épouse (les femmes sont généralement sous ou mal informée) n'hérite rien. En tant que citoyenne, elle a pourtant le droit d'hériter. »

Le système de production agricole et les mécanismes de distribution des semences exclue de fait les femmes et les jeunes. Nous sommes en face d'un système d'organisation social complexe du point de vue de sa structure anthropologique. En effet, la structure familiale est par nature polygame, donc élargie avec plusieurs noyaux de ménages. Or, la distribution se fait à partir de la notion de ménage, dans sa conception nucléaire. Ce mode de distribution ne prend pas en compte la spécificité de la structure sociale et familiale.

Entretien : (In)accessibilité au foncier et discrimination D.F, Birkilane :

« Un des plus grands problèmes de cette zone est lié à la gestion des terres. Souvent des étrangers viennent ici se faire octroyer des terres alors que des autochtones n'arrivent pas avoir des terres ici. »

B. Nd.

« J'en suis le prototype. Je suis originaire de ce village mais je n'ai ici aucune terre, je n'ai pu obtenir des terres que dans une autre contrée qui est assez éloignée. La principale revendication est qu'on octroie les terres à ceux qui habitent le terroir et paient les impôts et qu'on cesse d'octroyer les terres à des étrangers. »

Une autre vulnérabilité concerne l'accès aux terres. Deux formes de perceptions se télescopent selon les statuts de sexe. En effet, du point de vue des femmes, elles perçoivent l'inaccessibilité au foncier comme une des formes de vulnérabilité. Le foncier, à l'instar des facteurs de production, est une exclusivité des hommes. En revanche, les hommes perçoivent cet état de fait comme relevant de la normalité.

En dépit de leur position jugée privilégiée par les femmes, les hommes se considèrent aussi fortement touchés par cette vulnérabilité.

Communauté d'origine et accaparement des terres

L'accès aux terres semble lié également au statut d'origine des postulants. L'exemple de Ndao traduit la difficulté des « *doxandem* » à accéder au foncier. Cela semble procéder du statut particulier des terres et de ses implications sociologiques. En effet, la terre est la première richesse dans les perceptions populaires des paysans. La lutte pour l'accès à la terre est une lutte pour la survie et pour l'honneur.

« L'ordinateur m'a sauté » : bureaucratisation et distribution des semences

Entretien : B. Nd., Paoskoto

« Il y a des gens qui veulent payer, il y a des gens qui ne veulent pas payer. Dans mon village, vingt deux (22) avaient reçu un prêt dix (10) ont payé, moi j'ai vendu mon cheval pour payer, pourtant je n'ai pas reçu de semence. On m'a dit « ordinateur bi dafa la teup » donc ceux qui disent que les bons et mauvais payeurs sont alignés au même rang. Parce que dans mon village, certains n'avaient pas payé, pourtant ils ont reçu des semences, d'autres qui ont payé n'ont pas reçu des semences. Pourquoi, c'est l'incompétence (...)

(...) Il y a du favoritisme, souvent, on interrompt la distribution des semences et donne une grosse partie au G.R (Gros Producteur). Dans ma famille, si on divise les 150 kg entre les gens, chacun va recevoir 7 kg. Je reviens sur la banque, on ne doit pas nous mettre en rapport avec la banque car nous sommes des « badolos », nous ne pouvons pas traiter avec la Caisse Nationale de Crédit Agricole.

Le paysan qui n'a pas de semences est obligé de choisir l'exode ou bien il va cultiver du mil et là aussi, c'est l'effort vain car il faut de l'engrais pour avoir un rendement acceptable. Le paysan, au finish, s'il n'a pas de semences, est obligé de choisir l'exode. A Paoskoto, il y a des chefs de

carre et des chefs de ménages. Ceux qui n'ont pas reçu de semences sont obligés de s'exiler.

Il y a les liste limitatives « Beykate dotoufi djoudou », c'est à dire que le chef de ménage qui ne figurait pas sur la liste de l'année dernière ne vas pas figurer sur la liste de cette année. »

L'administration est perçue comme un élément de vulnérabilité. Sa position est jugée partielle dans la distribution des semences. La vulnérabilité, dans ce contexte, semble liée à l'incompétence technique de l'administration et des fonctionnaires commis à cette fonction. Cette incompétence technique renvoie le plus souvent à l'ordinateur qui est perçu comme «un flou», un indéfini. C'est un outil qui est ambivalent : il est transcendantal et concret. Transcendantal du point de vue de sa signification technique. Concret, du point de vue de ses effets sur les conditions de vie des paysans. C'est cette ambivalence qui fait son paradoxe. Ainsi, on ne perçoit sa fonction et son utilité que par rapport à sa capacité de « nuisance ». Entre l'ordinateur et le paysan se jouent des rapports très complexes fondés à la fois sur le mépris, l'incompréhension, la colère. De ces rapports se jouent également l'articulation entre savoirs locaux et technicité exogène. La technique censée apporter des solutions aux questionnements locaux est perçue comme une extraversion calculée et mise au profit d'une catégorie d'acteurs les borom barke ».

Pratiques usurières et permanence insécuritaire

Entretien : S.Nd., Kaffrne 2

« L'usuré fait des ravage. Tout le monde condamne cette pratique. Mais devant la faim et la maladie des enfants, les pères de famille sont désormais face aux usures.(...) »

Une autre forte vulnérabilité concerne la généralisation des pratiques usurières. Ce modèle est aujourd'hui érigé en principe fondamental d'accumulation pour certaines classes sociales et en mécanismes de vulnérabilité structurelle pour la grande majorité des acteurs urbains et ruraux. La pratique usurière est perçue aujourd'hui comme un comportement à la limite du tolérable et de l'inacceptable. D'où son ambivalence explicative par rapport à la pauvreté : elle est à la fois justifiée et stigmatisée. On note, cependant, au niveau des perceptions de fortes tendances à la légalisation voire à la légitimité des pratiques usurières. Elles règlent des problèmes dans des contextes de soudure où toutes les initiatives sont permises pour régler des problèmes.

La pratique de l'usure prend des formes relativement diversifiées selon la nature des problèmes posés et les réponses apportées. Ainsi, dans la plupart des cas, l'usure s'accompagne d'une hypothèque sur les moyens de production agricole notamment.

Les pauvres sont ainsi désarmés face à l'usure. Elle n'est pas nécessairement perçue comme une injustice. C'est une solution de rechange.

On note aussi, des comportements plus contrastés à la limite de la peur. Cette situation traduit les rapports complexes entre « usuriers » et débiteurs. Face à la rareté des solutions, la pratique usurière se révèle comme l'un des seuls recours pour faire face à la crise.

Au-delà de l'hypothèque sur les moyens de production agricole, on note qu'elle porte aussi sur la psychologie des contractants. La pression sociale est forte de ne pouvoir rembourser les prêts contractés.

Ciblage et échantillonnage : tricherie bureaucratique

Entretien: A. F., on vient voir les champs des plus riches

« Les autorités se trompent toujours quand il s'agit de faire le point de la culture agricole. Quand elles arrivent ici, elles vont visiter les champs des « *borom barke* » (riches) pour dire que la situation va très bien. C'est souvent faux, car les champs des riches ne peuvent pas être des indicateurs sérieux pour évaluer les performances des cultivateurs. Ce mode de calcul fausse les prévisions et enfonce encore les pauvres paysans que nous sommes. »

Une autre forme de vulnérabilité concerne les modes d'échantillonnage et de ciblage des productions agricoles. Ces modes de ciblage permet d'analyser d'autre part, la gestion bureaucratique par l'administration dans l'évaluation des productions agricoles.

Sur le même registre de la dénonciation, B.Nd. rencontré dans un sekko à Paoskoto, amer et déçu laisse affirmer ce qui suit :

Entretien : B.Nd., Paoskoto.

« Il y a des gens qui veulent payer, il y a des gens qui ne veulent pas payer. Dans mon village, vingt deux (22) avaient reçu un prêt dix (10) ont payé, moi j'ai vendu mon cheval pour payer, pourtant je n'a pas reçu de semence. On m'a dit « *ordinateur bi dafe la teup* » donc ceux qui disent que les bons et mauvais payeurs sont alignés au même rang. Parce que dans mon village, certains n'avaient pas payé, pourtant ils ont reçu des semences, d'autres qui ont payé n'ont pas reçu des semences. Pourquoi, c'est l'incompétence. Quand mon enfant tombe malade, souvent je n'ai pas un sou. Tu donnes obligatoirement 100 f pour avoir accès à l'infirmier. Ensuite, on te rédige une ordonnance, tu ne peux même pas acheter cela. »

Ce mode de ciblage est perçu comme une vulnérabilité. C'est aussi une forme dissimulée de tricherie bureaucratique qui surévalue les productions de façon fantaisiste. Ce ciblage interroge par ailleurs les rapports entre les pauvres et les

riches. En effet, les ciblage ne semblent prendre en compte que les champs des pauvres. Ce qui laisse en rade la majorité des paysans.

Ainsi, sous le triple rapport des modes de distribution des semences, de la gestion des terres, du ciblage et de l'échantillonnage des productions agricoles, l'administration est perçue comme un des instruments les plus significatifs des perceptions de la pauvreté, notamment en milieu rural. Ces formes de vulnérabilités liées aux dysfonctionnements de l'administration, placent les acteurs et les ménages dans une situation de déconnexion que nous allons aborder dans la section suivante :

Pauvreté et formes de déconnexion

Une des hypothèses fortes posées par cette étude est que les situations de vulnérabilités sont fortement liées aux formes et déconnexion que vivent les acteurs et les ménages. Ces formes de déconnexion sont multiformes et prennent à la fois des contours institutionnels, sociologiques, etc.

Déconnexion institutionnelle : points de vues

L'analyse des institutions se révèle très importante dans la saisie des perceptions. Dans cette section, un accent particulier sera mis sur une typologie des institutions. Puis, une épistémologie institutionnelle sera développée en vue de comprendre les limites de leur intervention aux différents niveaux de leurs modes de ciblage, leur impacts, etc. du point de vue des acteurs.

Différentes institutions ont été visitées. Elles peuvent être résumées en trois grandes catégories : les institutions étatiques, d'appui au développement, les groupements communautaires. Restituons le point de vue d'un institutionnel qui donne une idée pertinente des contraintes institutionnelles dans la lutte contre la pauvreté.

Les institutions de l'état

Le Conseil Régional

M.L. : Point de vue d'un institutionnel

« Le Phénomène difficile à cerner, la pauvreté a une origine sociologique. Ce n'est plus la famille nucléaire, c'est la famille élargie. Dans chaque famille, il y a souvent un seul salaire. Le fonctionnaire est un pauvre il peut prétendre au "assaka", le fonctionnaire ne nourrit pas son homme. Peut être qu'il y a la sécurité de l'emploi mais en fait le fonctionnaire est pauvre. En fait le Sénégalais ne se sent pas pauvre. S'agissant des ONG nous n'avons pas vu leur apport dans la réduction de la pauvreté soit parce qu'elles sont limitées dans le temps, soit parce que leur capacité d'intervention est limitée.

S'agissant des institutions étatiques elles ont pas les moyens de réduire la pauvreté, ex : les demandeurs d'aide finalement sont

fatigues de suivre leur dossier, c'est que les organisations étatiques n'ont rien, ex : le service social du conseil régional a un budget "secours aux indigents " de 400000f en 2000 et de 300000f en 2001! "Le poste secours aux sinistres" était de 8 000 000f en 2000 et de 3 000 000f en 2001. Le budget total est 538 000 000f, le budget de fonctionnement est de 450 000 000f. Pourquoi les "sinistres sont plus lotis que les indigents "c'est tout simplement parce que les sinistres sont très bien représentés au conseil régional alors que les indigents n'ont personnes pour les représenter.(...)

(...) Gérer les pauvres est très difficile en milieu rural, les pauvres et les riches vivent de la même façon. Ma difficulté est de convaincre mes pairs du conseil régional d'aider de façon radicale les pauvres. Les conseillers régionaux paradoxalement, ne sont pas enclin à combattre la pauvreté de façon radicale. D'ailleurs c'est l'une des raisons pour lesquelles les institutions politiques sont conçues comme des entonnoirs et des caisses de résonances vides.

Nous administrateurs, avons fait le diagnostic de l'ensemble des problèmes de la zone de Kaolack et essayer de dégager des stratégies de lutte contre la pauvreté. Mais pour valider le document on a passé une journée en discussions stériles ex : l'inspecteur de la pêche a dit qu'on privilégie l'agriculture etc. on s'est heurté à de sérieuses difficultés. Il faut rencontrer les populations pour les sensibiliser sur la nature des documents de lutte contre la pauvreté.

Au sein du CRD, les fonctionnaires défendent la pauvreté de leur département. Chaque chef de service défend avec brio son service. Si nous arrivons à convaincre nos interlocuteurs (bailleurs) que la stratification de la pauvreté dans notre pays est faite de telle ou telle manière, nous pourrions considérer que notre mission est accomplie. Être pauvre est ne pas pouvoir assurer les 3 repas quotidiens. La santé est un problème d'état. Quelqu'un est venu le voir hier, il demandait la dépense quotidienne, pourtant il n'irait jamais au service social se déclarer pauvre. Stratégie de camouflage du pauvre.

En créant les conseils régionaux, on voulait en faire des pôles de développement. Il y a 2 défauts : on ne les a pas dotés de moyens suffisants. »

Quelques tendances méritent d'être signalées. Si du point de vue des principes il est fortement réaffirmé le souci de prendre en charge la question sociale, du point de vue des décisions des élus, c'est le contraire qui est constaté. Cette institution n'a en réalité pas une politique sociale conséquente. Cette incapacité objective semble découler de l'inadéquation entre moyens et objectifs. De même, on note que les acteurs pour lesquels cette institution est mise en place ne se sentent pas concernés. Ils ignorent les modes de fonctionnement et les objectifs du conseil régional.

Déconnexion institutionnelle : perception des institutions

L'hypothèse formulée dans cette étude est qu'on note une forte déconnexion institutionnelle des catégories socio-économiques pauvres. Cette forme de déconnexion est un facteur aggravant de leur pauvreté. En effet, la déconnexion institutionnelle est une forme de non accès aux ressources. Du point de vue de

l'imaginaire des populations, différentes formes d'argumentaires peuvent être signalées.

Il se dégage une idée très répandue de l'inutilité des institutions étatiques (Conseil régional, municipalité, préfectures, etc.). Les rapports d'extériorité sont très marqués. Ces institutions renvoient à l'image des structures bureaucratiques qui ne fonctionnent que pour elles et par elles mêmes. Ce sont des institutions hors jeu qui ne se dévoilent qu'en cas de campagnes électorales. L'utilité supposée de ces institutions se limite à leur vocation politique voire politicienne. C'est donc, dans l'imaginaire populaire, des cadres de manipulations et d'instrumentalisation politiques.

C'est sans doute une des images fortes qui structure les rapports entre les pauvres et les institutions étatiques.

Elles sont par ailleurs perçues comme des espaces de reproduction et de perpétuation de l'injustice sociale. M. x « il suffit d'avoir de l'argent pour ne pas être inquiété »

L'institution étatique n'est plus perçue comme transcendante aux acteurs. Elle n'est pas à équidistance des populations toutes tendances confondues. Elle a pris partie. Au bénéfice des riches (boorum barké). Elle est contre les pauvres (new doole). Il semble ainsi que du point de vue perceptif, l'administration a créé et perpétué les inégalités sociales.

Les institutions étatiques renvoient également à l'image d'un cadre inefficace et incapable de prendre en charge certaines vulnérabilités telles que notamment le vol des bétail pour le commandement territorial par exemple. M. x : « on nous vol mais l'Etat est incapable de nous défendre ».

D'autre part, l'autorité morale des institutions du commandement territorial est mise à rude épreuve.

Point de vu d'une autorité administrative

« Avant, les préfets étaient respectés, mais maintenant personne ne les respecte. Ils sont devenus des coquilles vides, sans pouvoir réel, sans autorité. Ils ne peuvent pratiquement rien régler. Ils n'ont que leur tenue. »

La perte de l'autorité est liée selon le point de vue des préfets et sous préfets à ce que signale M.F. Certains préfets et sous-préfets interrogés notent que le manque d'autorité reste lié à l'absence de moyens pour faire face à des interpellations concrètes des populations (vol, semences, etc.). face à ces interpellations, nous sommes souvent dans l'incapacité à répondre. Cela crée au niveau des populations un sentiment d'inutilité.

D'autre part, l'épistémologie institutionnelle des ONG laisse entrevoir aussi l'hypothèse d'une déconnexion par les pauvres. L'analyse des ONG peut s'apprécier à partir de leur modes de ciblage, leur approche participatives, etc.

Au niveau du ciblage, un des problèmes notés est lié à la maîtrise des règles de négociation :

« En effet, même si les actions entreprises se font en rapport avec l'ONG, pour la plupart du temps, l'approche est prédéfinie, ce qui ne laisse pas de marge de manœuvre aux bénéficiaires. (...) Cette absence de règle de négociation installe un rapport de clientèle qui se traduit pour l'ONG par une gestion d'un pouvoir en lieu et place d'un service d'appui. Un tel pouvoir reste inconscient, mais le jeu des mécanismes d'accumulation et de pérennité, il risque, à terme, d'inhiber l'action de développement et de développer des logiques d'assistanat ». (GRS, 1997).

Les rapports entre ONG et populations pauvres sont parfois perçues sous l'angle de l'extériorité, de l'assistanat. Extériorité, car les groupes sociaux pauvres sont en règle générale, analphabètes. Ils ne comprennent pas les procédures et les mécanismes d'accès aux ressources. Cette extériorité est le signe visible de l'inadaptation des procédés participatifs des ONG. Ces derniers sont aussi prédéfinis ce qui installe des relations artificielles entre elle et les groupe sociaux vulnérables. Cette limite interroge les stratégies d'animation sociale mise en œuvre. Si en théorie, les procédures d'animation mettent en évidence, l'approche participative, en réalité, l'ONG privilégie toujours ses propres logiques sur celles des groupes bénéficiaires.

Ce sont ces rapports de clientèle qui instaure également l'assistanat. Les groupes sociaux vulnérables ne perçoivent les institutions que sous l'angle, de l'aide, de l'appui.

Déconnexion sociale

Récit de vie d'un déconnecté : P. Nd. Njebel

« 1 m de sakette (natte en tige de mil coute 300f). Je peux vendre 10 m de sakettes. La matière première me revient a 100 ou 200 l'unité. Si je le déroule, j'ai 2 a 3 m. Les traverses, je les ai dans la brousse. Je ne cultive pas. Je viens de Baba Garage du village de S. S. En venant j'ai quitte ma famille pour revenir dans un proche avenir. Au début je comptais rentrer tôt, mais Dieu ne la pas voulu. Je venais de Khombol, je suis venu avec mon frère, il a été mordu par un chien, il est mort durant son transfert a l'hôpital de Kaolack. Il avait laisse sa famille. Les gens de S.S. viennent toujours dans le village de Nd..

Depuis que j'ai entendu que mon fils G. Nd., travaille dans un bar tenu a B. par une femme, je veux me rendre a B. récupérer mon fils, c'est peut être parce que je suis parti que cette situation existe. Je suis la depuis trois ans. Quand je suis arrive, j'ai vu une femme a qui appartient cette maison. Personne ne m'a aide ni le chef du village, ni le président du CR. Il est vrai aussi que je ne leur ai rien demande. Quand arrive l'hivernage, je travaille

dans les champs a la tache je perçois entre 300 F et 400 FCFA par jour plus le repas de midi. Pour moi, le pauvre c'est celui qui ne travaille pas. Car si tu ne travailles pas, tu finis par faire quelque chose d'interdit. « liguey teed », si tu travailles, tu t'épanouis, mais ce n'est pas évident.

Si je travaille et que je perds l'argent par exemple, ce travail ne me sert a rien. J'ai quitté Baba Garage pour Kh. en 1981. J'ai fait a kh. 3 ans avant de venir a Nd.. Ce que je voudrais, c'est rentrer chez moi. A Baba Garage. Ici on m'associe a toutes les cérémonies. Quand je vais a une cérémonie, je participe a l'organisation de la cérémonie. Si c'était au pays, je peux donner même 5000 FCFA mais ici je donne ce que je peux. La maison qui est en face m'appelle midi et soir a manger et je ne donne rien. La femme qui est en face de moi, sachant que je suis un «doxandem» étranger m'invite toujours a manger et je ne donne absolument rien. Quand a mon frère, il mangeait derrière la maison.

Durant la seconde guerre mondiale, un toubab a fui de Dakar à M.. J'étais a D. G. près de M. Quand je suis malade je vais au poste de santé. Quand mon frère a été mordu par un chien, on n'a acheté une ordonnance. Néanmoins, il est mort. Si on dit que les temps sont durs c'est parce que les gens sont cupide « kheur ». Dieu donne la vie, la bonne santé. Si tu es malades, tu peux dire que les temps sont durs. Je n'envie jamais quelqu'un car je sais que c'est Dieu qui a donné. Ce que Dieu a tracé sur mon front, je le recevrai, l'envie n'est pas un caractère de musulman. Celui qui persévère peut avoir de l'argent comme il peut ne pas en avoir. Le travail que je fais ne rapporte gros. Je n'habite pas ici, je suis un Doxandem. Je n'ai jamais demandé un terrain, mais je sais que je ne l'aurais pas parce que ceux qui habitent ici n'en ont pas. Le jour où Dieu décidera que je vais quitter le village, je le quitterais. Le jour où j'aurais de quoi construire une maison avec une chambre, je rentrerais.

Ces problèmes viennent de l'oncle de sa femme qui a mis fin a son mariage. Il a dit que je n'ai rien fait pour sa femme, je lui ai dit que je vais appeler toute la ville pour que toi A. S. répète ce que tu as tout a l'heure. J'ai dit que le maay bu dieuk est 20000 F plus un lit, un panier gouro, plus une montre, plus une radio, plus 35000 FCFA pour qu'elle rejoigne le foyer. On m'a exigé encore 40.000 FCFA. Le décompte final de mes dépenses est égale 138.350 FCFA, j'ai demandé a ce qu'on me paye cet argent avant la dame ne quitte la maison. L'oncle finalement a donné tort a sa nièce. Heureusement, ma marabout est venu et je lui ai demandé de juger, il m'a conseillé de la divorcer parce que son oncle ne va pas laisser sa nièce dans le mariage. Si l'oncle avait tout simplement demandé le divorce, je lui aurais accordé, mais avec les raccourcis qu'il prenait, je prenais la décision de ne pas me séparer facilement de ma femme. L'oncle ne faisait rien.

A MB. G., dans les dans le temps de l'hivernage était bénéfique, il y'avait il y'avait beaucoup de denrées. Je cultivais beaucoup, j'étais chez mon oncle A. D.. Je veux me remarier mais je n'ai pas l'argent.

Ici a ND., je ne cherche pas de femme. Ici, je suis un doxandem donc je ne pourrait marier qu'avec la sorcière, l'exclue l'indigente. Pourtant je ne pense qu'a me marier.

Mon frère qui a été mordu par un chien, tout le monde dit que "XAJ BI RAXNA" ce n'est pas un simple chien. La mort du frère est du à autre chose qu'un chien. Il y a une explication surnaturelle à la mort de mon frère. »

L'histoire de P. Nd. est caractéristique de cette forme particulière de déconnexion. Elle justifie une des hypothèses fondamentales de cette étude : la pauvreté est fortement liée à la déconnexion sociale des acteurs et des ménages. La littérature sociologique africaine et africaniste a déjà explicité les présupposés culturels qui fondent la pertinence de cette dimension.

La situation de P. Nd. est symptomatique de cette forme de déconnexion qui s'apparente à de l'exclusion sociale. L'exclusion est ainsi une façon de fuir son propre espace d'origine. Quand sa vie n'a plus le sens et la signification qu'on souhaite lui conférer, l'exclu préfère s'exiler. L'exclu, sous ce rapport peut relever d'une stratégie de camouflage et de dissimulation. Ce qui fonde ou facilite cette exclusion, c'est aussi la nature de ses rapports sociaux, la densité de ses formes de relations de sociabilités. Ainsi, autant l'exclu dispose d'un faible tissu relationnel, autant, le riche est porteur d'une solide richesse relationnelle.

Cependant, on peut noter des situations plus contrastées et moins dogmatiques que celles signalées plus haut. Ainsi, on trouve des contextes de richesse qui ne s'accompagne pas de connexion relationnelle.

Ces tendances sont plus perceptibles au niveau des centres urbains. Ces tendances posent la problématique des rapports de sociabilités, de voisinage, d'entraide à l'intérieur des espaces géographiques des acteurs et des ménages.

Ces situations semblent s'expliquer par le fait que le riche gère sa situation au travers de la notion de « sagg ». Le « sagg » ainsi est une des formes de dissimulation des riches face à ce qui n'est qu'apparence. Or, les pauvres, sont déjà démasqués, dans leur nudité. Ceci n'est qu'une version d'une réalité plus complexe qui met en jeu les indicateurs distinctifs de pauvreté. Dans les deux cas, le sagg se définit comme un vernis de la pauvreté. Il est convoqué à la fois par les pauvres et les riches.

P. Nd. est aussi le prototype du déclassé social compte tenu de son statut de « doxandem ». L'accès aux facteurs de production et autres commodités sont fortement liées à son statut d'origine.

Cette exclusion déborde le cadre d'accès aux facteurs de production et épouse d'autres formes qui touchent l'accès aux femmes. L'exclu n'a le choix qu'entre la sorcière et la « doxandem ». Ainsi, on est en face d'un modèle de reproduction sociale des « doxandem ». Cela traduit aussi une situation d'endogamie qui privilégie le mariage intra familial. P. Nd. d'ailleurs accepte pragmatiquement cette situation.

Cette forme de déconnexion n'est pas nécessairement perçue telle qu'elle par les acteurs. Car, le modèle dominant matrimonial reste lié à la pratique de l'endogamie.

Elle ne s'applique pas nécessairement au « doxandem ». Ce qui reste pertinent du point de vue perceptif, c'est son aire matrimoniale qui prime sur tout ce qui reste.

D'autre part, le « doxandem » semble assumer son propre statut. Il intériorise sa situation et ne la perçoit que comme transitoire et normale. Cette normalité psychologique se reflète également au niveau des dispositifs géographiques. En effet, les doxandem sont à la lisière des habitations. Ils sont « refoulés dans les limites géographiques des habitations. Cette forme de déconnexion géographique prend d'autres formes que nous allons analyser dans la section suivante.

Vol et espace d'insécurité

Entretien : M. G., Nj.

« Nous vivons une situation d'insécurité généralisée marquée par le vol du bétail. Je viens de perdre différents têtes de bovins à la suite d'un vol. Les Loumas constituent le principal marché, en tout cas la piste privilégiée des malfaiteurs où des complices brouillent les pistes.

Une des hypothèses fondamentales formulées pour cette étude est que la richesse se définit en termes de capacité à accumuler du bétail. Le bétail, outre sa richesse intrinsèque, est une source de sécurisation sociale. Le bétail peut être mis à contribution dans des contextes de soudure, de cérémonies sociales imprévues, etc. Le bétail permet de prendre en charge une diversité d'imprévus. Face à l'imprévu, les exigences sociales commandent des réactions promptes. Les réciprocités sociales prennent des dimensions fortement positives qu'aucun prétexte ne s'aurait justifier.

Or, ce fondement de la richesse semble faire les frais des pratiques généralisées de vol. L'hypothèse sous-jacente est d'interroger ce qui fonde le sens de la richesse dans un tel contexte.

Ce contexte laisse entrevoir une ambivalence qui place les acteurs soit en position de richesse ou de pauvreté. En effet, si les victimes se plaignent de la situation, les commanditaires semblent en tirer profit. Victimes et commanditaires partagent ainsi le même espace de précarité et développent des initiatives et des comportements spécifiques pour s'ajuster. Le vol ainsi n'est pas une situation en soi. Il traduit une stratégie spécifique d'adaptation à la crise, aux vulnérabilités.

Le vol permet d'autre part d'interroger la perception institutionnelle. En effet, les victimes sont désarmées et n'ont pour recours que leur propre amertume.

S.P., Réactions d'une haute autorité administrative

« les voleurs constituent une mafia, dès qu'un voleur est pris la mafia déclenche l'opération libération quelqu'un va avec une mallette dans les couloirs des tribunaux. Il demande à la population de faire l'auto police c'est à dire de signaler tout individu suspect ou tout mouvement de bovins suspect, il est demandé aux

populations dès qu'elles voient quelque chose ou quelqu'un de suspect de vérifier l'identité de l'individu ou de voir la provenance du troupeau conduit. Il y a quelques jours, des populations ont vu quelqu'un conduisant un troupeau, interpellé l'individu a refusé d'obtempérer, il y a eu mêlée et le suspect a été blessé depuis. Il y a un va et vient à la gendarmerie où l'on convoque les gens. C'est ce qui fait que les gens pensent que la justice protège les voleurs »

L'Etat est perçu à la fois comme complice et incapable. Cette double attitude de l'état renforce ainsi les vulnérabilités des acteurs et des ménages. Cette incapacité de l'état s'explique aussi par le fait que les vols, notamment en milieu rural, semblent être l'œuvre de filières organisées. Dans cette organisation, différentes spécialisations sont notées qui vont des circuits de vol à ceux d'écoulement. Cette architecture « mafieuse » échappe au contrôle de l'Etat.

Pratiques matrimoniales et modèle du Saloum-Saloum

El Nd., point de vu sur la poygamie

« La polygamie est une bonne chose, elle n'a pas d'effet négatif sur la pauvreté. La polygamie reste une valeur et un bien. La polygamie permet d'accroître les revenus du paysan »

Nous sommes en face d'un modèle du Saloum-Saloum fondé sur la polygamie. Ce dernier : « valorise fortement la polygamie. Cette valorisation de la polygamie surenchérit le mariage. Avoir une femme au Saloum coûte trop cher et nécessite des investissements importants et longs (...) Aux vulnérabilités structurelles découlant de l'incohérence des politiques agricoles est venue s'ajouter la vulnérabilité sociale de « l'accès à la femme ».

Ainsi, le modèle dominant des pratiques matrimoniales est fondé sur la polygamie quelque soit le milieu de résidence. Notre hypothèse est fondée sur la pratique de la polygamie comme formes explicite de vulnérabilité. On note, au regard des entretiens, toutes tendances confondues, une écrasante majorité sociologique qui infirme cette hypothèse.

TROISIEME PARTIE : STRATEGIE DE SORTIE DE CRISE

Les stratégies de sortie de crise sont multiformes et prennent des formes raffinées selon les catégories socio-économiques et les zones éco-géographiques.

Un des versants de cette stratégie de sortie de crise concerne le bien être social. Le bien être semble être la finalité pour les acteurs. Avoir le bien être, c'est être en marge de la pauvreté. Bien-être et pauvreté se côtoient ainsi comme deux concepts à la fois contradictoires et complémentaires. L'un définit l'autre et inversement.

Le témoignage de cette autorité administrative rend compte de façon pertinente des significations du bien-être et de ses implications sur les conditions de vie et les stratégies des acteurs.

Entretien avec M.S., autorité administrative

Le Bien être : c'est une notion subjective qui ne dépend pas forcément de la somme des avoirs des individus. Le bien être serait plus liée à la capacité des individus à remplir des fonctions spéciales (cérémonie familiale...) Si je juge par le pouvoir d'achat, je dirais que nos populations sont pauvres de leurs richesses. Les nanties ici mangent mal se nourrissent mal et même s'habillent et se logent mal .

Le bien être semble se résumer à un statut social hiérarchisé selon le nombre de femmes, d'enfants, et ou à la qualité des dépenses pour les cérémonies.

- Les dépenses de prestiges dans les cérémonies familiales accentuent la pauvreté.
- Les jeunes vivent plus intensément la pauvreté en tant que phénomène de privation. Il en résulte ; l'oisiveté le stresse , les échecs scolaires...
- Je ne crois pas à la stratégie de réduction de la dette comme facteur de développement.
- Le développement de notre pays passe par l'élaboration et la mise en œuvre de diverses solutions locales et nationales.
- L'exode rural est un facteur de la pauvreté. En effet les ruraux s'installent en ville plus pour consommer que pour produire. Il y a des ressources et une concurrence qui génère les voleurs et autres taxes
- Les femmes participent de manière décisive à l'amélioration du quotidien des familles.

Si je tiens compte de mon expérience, je suis tenté de dire que l'état est plus proche des citoyens . Au temps des colons il y'avait pas de rapport sociaux entre l'état et les citoyens Ils y'avaient les grands comptoirs commerciaux comme Maurel Prome, chavarel, etc. qui traitaient directement avec l'état d'une part et les populations indigènes d'autre part.

Il y' a des familles qui ne peuvent pas assurer leur sécurité alimentaire témoigne un père de famille avec 05 enfants non salarié et qui ne peut plus produire par des raisons que nous évoquait plutôt. Son quotidien est soumis à l'aide quotidienne dont la régularité n'est pas toujours évidente. J'ai pris le cas d'un homme avec plusieurs enfants c'est pour attirer sur son incapacité à migrer.

Se (re)convertir en « bonnes »

Une des stratégies dominantes notées en milieux urbain et rural concerne le recours aux métiers de « bonnes ». cette stratégie est additionnelle aux activités classiques des femmes qui s'investissent majoritairement dans le secteur agricole. Certes, ce secteur est particulièrement discriminant, car il est dominé et contrôlé par les hommes. L'organisation sociale du système de production accentue ces discriminations et exclusions. Ce recours est plus usité aussi en période de saisons sèche. Elle est ainsi un recours par défaut. Il permet aussi de faire face à l'urgence.

Cette reconversion des femmes dans des activités domestiques payantes permet aussi d'interroger la nature des rapports entre les hommes et les femmes.

Il y a une ligne de démarcation nette sans l'affectation des ressources entre les hommes et les femmes. Les hommes demeurent malgré tout le responsable moral de l'alimentation du foyer. Face aux difficultés, les femmes consacrent de plus en plus de temps à la gestion des dépenses quotidiennes à travers différentes occupations ponctuelles et immédiatement rétribuables (linge, repassage, petit étalage de denrées périssables etc.). Ces stratégies restent dominantes aussi bien en milieu rural qu'urbain. Ces recours circonstanciels voire permanents pourraient s'expliquer aussi par le fait que les ruraux se sont déplacés en ville sans toujours « faire déplacer » leur système de production naturel. Ils se trouvent ainsi dans une situation hybride : ni agriculteur, ni urbain, même si la ligne de démarcation est très tenue parfois.

Emigrer coûte que coûte

L'émigration est le maître mot des stratégies gagnantes des acteurs en milieux rural et urbain. Le terroir propre des acteurs est perçu comme le point de rupture principal. Être chez soi, c'est être dans la vulnérabilité. On note ainsi une approche très géographisante de la vulnérabilité. L'hypothèse forte qu'on peut poser est la suivante : la pauvreté varie proportionnellement à la distance de son espace physique. Plus l'espace physique est proche, plus la pauvreté s'accroît. Cette conception tire sa justification dans ce qui semble constituer les « réussites » des émigrés. Les belles maisons, les belles voitures, les « belles femmes », le confort matériel (télévision,) ; les apparences féminines, ce sont les émigrés.

Être émigré, c'est avoir du *barké*. C'est bénéficier des prières de ses parents. Ainsi, le modèle dominant de réussite est structuré autour de l'émigration. Cette stratégie est relativement récente chez les Saloum-Saloum très attachés culturellement à la terre et en particulier aux cultures arachidières. Elle témoigne aussi d'un revirement des comportements et attitudes devenues plus pragmatiques. L'essentiel est d'aider ses parents en émigrant. « L'incapacité » des jeunes à émigrer est vécue parfois de façon dramatique. Elle est le reflet enfin des changements de modèle économique et une perte de centralité de l'agriculture.

Du coup, tous les autres métiers s'en trouvent « disqualifiés ». L'école en prend un sacré coup et elle est jugée inutile et peu efficace pour sortir de la pauvreté. Cette conception est très présente auprès des jeunes des classes secondaires.

Il faut cependant nuancer cette conception par trop pessimiste. En effet, H.F. note dans un entretien à Kaffrine que l'agriculture demeure une activité principale.

Encadré : H.F.

Moi j'étais un salarié du service des eaux et forêt. Je dois reconnaître que seule l'agriculture me permettait de joindre les deux bouts. A côté de mon salaire, j'exploitais des hectares de terre et les cultures vivrières me permettaient d'agrandir une sécurité alimentaire, pendant que l'arachide couvrait le reste de mes dépenses (santé, scolarité...) d'ailleurs c'est grâce à mes revenus agricoles que j'ai pu aller à la Mècque.

Ce que H.F. montre aussi, c'est la diversité des ressources budgétaires convoquées pour pallier la crise. Outre, le salaire, H.F. convoque d'autres activités. Cette stratégie confirme l'hypothèse selon laquelle les acteurs urbains et ruraux jouent à la fois sur le registre des ressources agricoles et extra-agricoles. Ainsi, on retrouve des cultivateurs chauffeurs, par exemple :

Entretien : M.G., chauffeur

J'ai choisi malgré tout le métier de chauffeur car aujourd'hui être agriculteur est un luxe. Pour exercer ce métier, il faut disposer de terre et de semence. Pour ça il faut être riche ou avoir des bras long. Il faut être riche pour cultiver de nos jours.

S'investir dans les Groupements de Promotion Economique

Exemple des femmes de W. dans le Médina Sabakh

Notre groupement a été créé en 1988 et se composait uniquement de femmes. C'était à la mode. L'objectif était de venir en aide aux femmes notamment dans l'amélioration des revenus et l'alignement des tâches ménagères.

Mais nous avons senti la nécessité d'y associer les hommes tout en veillant qu'ils ne soient jamais majoritaire à cause de leur propension autoritaire et dirigiste.

Le problème principal des femmes du W., je veux dire le principal handicap à leur épanouissement reste le problème des semences.

Si les hommes déplorent l'insuffisance des semences, pour les femmes, il s'agit d'une absence totale. Elles ne sont pas prise en compte, parce qu'il n'y a pas de femme chef de carré.

Les femmes sentent pas du tout la présence de l'Etat et ceci de quelque forme quelque soit il n'y a que l'usage qui intervient ici. Elle a réalisé un puits et crée une classe d'alphabétisation sur demande des femmes de W.

L'USE a organisé des séminaires de formation en gestion financière et en technique pour le maraîchage. Ensuite elle offert des semences de légumes, ce qui a permis d'initier les jardin collectifs que vous avez du voir en venant ici.

L'état a le devoir d'aider les femmes pour le succès de nos expériences en alphabétisation et en maraîchage. Les femmes se battent à coté de leurs maris pour le développement de ce pays. J'appellerai pauvre toute personne qui n'est pas en mesure de subvenir à ces besoins minimums c'est pourquoi je dit que le paysan (baykatt_bi) et l'exemple type du pauvre. Il dépend du seul revenu de récoltes annuelles et toujours aléatoires.

Il y a quelques années encore, que l'élevage de case (caprins, ovins, aquins...)était florissant. Les vols organisés ont fini par avoir des conséquences sur ces activités.

La conséquence c'est la pauvreté et la vulnérabilité des familles. Malgré les camouflages il est de plus en plus évident que les familles ne réussissent plus à assurer les trois repas conventionnels. S'il est rare de voir quelqu'un étaler sa situation, des signes tels que l'absence de feu de bois dans la maison ou du coups de pilon sont des signes, les voisins répondent souvent en envoyant discrètement une part de leurs repas sans parler du sujet en tant que tel. Cette solidarité silencieuse raffermi les liens entre les membres de la communauté, tempère les rigueurs de la pauvreté et évite les conflits sociaux.

Avec l'alignement des taches ménagères les femmes gèrent mieux leur temps et peuvent se consacrer à l'alphabétisation.

Ce long récit des femmes de W. traduisent un nouvel esprit entrepreneurial féminin fondé sur la promotion des groupements de promotion féminins. En milieu rural, on note un dynamisme certain des femmes dans le crédit, l'épargne, le petit commerce. Les femmes défient les hommes dans leur tentative à contrôler toutes les ressources et initiatives économiques populaires.

Cependant, leurs initiatives ne sont pas bien soutenues et les marges de prêts sont si petites qu'elles ne permettent de s'investir que dans de petites activités. Le système de prêt est ainsi perçu comme un mécanisme diffus d'appauvrissement, tout au moins de prise en charge ponctuelle de certaines dépenses liées à l'économie domestique. C'est un système par le bas. Cette politique contraste d'ailleurs avec l'efficacité économique des femmes qui s'acquittent de leurs dettes avec des taux très satisfaisants.

Les borom pexe (débrouillards), les autres...

Dans les stratégies de sortie de crise, une typologie peut être proposée à partir des perceptions de certains acteurs.

A ce propos, D.W. de Birkilane signale ce qui suit :

Il y a trois catégories en milieu rural :

Les pauvres (*Neew Doole*)

Les riches (*Gui Omal*)

Les débrouillards (*Borom Pexé*)

Les pauvres constituent la majorité écrasante.

Les femmes s'activent de plus en plus dans la transformation des produits agricoles. Ex : la patte d'arachide. Elles disposent de petits équivalents : moulins, dépenses, etc.

Ce phénomène est né avec la crise. Je vous recommande d'aller voir mon cousin Dame (D.K.). C'est un débrouillard (*Borom Pexé*)

Les populations arrivent à établir à partir de leurs propres catégories une typologie des modes débrouillardise ou non dans cet espace de vulnérabilité. La typologie n'est pas tranchée et permet de penser une ligne intermédiaire constituée des borom pexe. Nous sommes ainsi en face d'un espace de la débrouillardise qui est une réponse concrète et fonctionnelle aux précarités des acteurs. L'hypothèse d'une corrélation entre proximité physique et pauvreté était posée plus haut. Elle semble se manifester sous le rapport d'une proximité physique associée à la débrouillardise, à l'activité, au non recroquevillement.

D.K., description

Monsieur D.K. est une sorte de représentation commerciale. Une sorte de trait d'union entre les opérateurs économiques et le monde rural. Il reçoit des commandes de produits agricoles qu'il achète et stock chez lui en attendant que les clients viennent prendre leur livraison.

La maison est un lieu de convergence des habitants de la petite contrée. Notre entretien débute timidement et va prendre vite l'allure d'un entretien de groupe avec une bonne dose de proportionnalité (hommes, femmes, vieux, etc.)

Le borom pexe D.K. est un prototype singulier de l'espace rural du village de Wil. Il a créé aussi un réseau personnel diversifié qui lui confère une position stratégique. C'est lui qui octroie le crédit en période de soudure. En sus, il est le marabout du coin. Ces pouvoirs mystiques en font quelqu'un de craint. Il dispose aussi d'une légitimité sociale (son père est membre fondateur du village) incontestable. Il n'est pas encore parti à l'étranger, mais, il connaît l'exterritorialité de son village (Dakar, grands centres urbains, etc.). Tout ceci fait qu'il est encahassé dans des réseaux sociaux professionnels, maraboutiques, etc. qu'il valorisent à l'occasion. Il est le borom pexe. Ce n'est pas lui qui se définit comme tel. Mais les autres. Il l'accepte et semble se complaire à ce rôle.

Les « luuma » : espace de controverses

Les « luuma » (marchés hebdomadaires) ont connu un développement très important aussi bien en milieu rural qu'urbain. Ils rythment aujourd'hui la vie des citadins et des ruraux. Ils permettent de saisir les interactions urbaines et rurales, leurs modes de dépendances et d'interdépendances, leurs rapports aux stratégies sous-jacentes de débrouillardise. Le « luuma » est devenu par défaut un espace de prise en charge de l'économie domestique. Son rôle, pour l'essentiel, ne dépasse pas cette vision. Certes, le « luuma » a permis à une catégorie de femmes de devenir entrepreneure. Cette catégorie reste marginale. C'est l'espace de « donne moi,, je te donne ». Même le troc est présent. Ainsi, c'est un espace d'échanges de biens autrement monétaires. C'est un retour à la source d'échanges structurés autour du mil, du semoir, etc.

Le « luuma », c'est aussi un espace jugé pathogène par certains acteurs. La pathogénicité est un espace qui fonctionne à partir de normes étrangères jugées inconvenantes par les concernés. C'est l'espace de la prostitution, du vagabondage, de la vente et de l'écoulement illicite du bétail, etc. Il est, pour les populations, devenu, à certains égards, un cadre d'insécurité.

Entretien : G.L.

L'Etat ne fait rien. Si vous remettez le voleur aux autorités, deux jours après devenu libre vous rencontrez vous allez à tel "loumas" vous identifiez votre voleur, vous le remettez aux autorités, mais à l'autre "loumas" vous rencontrez votre voleur.

Ces différentes stratégies n'épuisent pas les possibilités signalées par les enquêtes. Elles donnent des tendances fortes qui méritent d'être mises en exergue.

QUATRIEME PARTIE : RECOMMANDATIONS GENERALES

- 1) Institutionnaliser les études qualitatives relatives à la pauvreté en privilégiant l'approche perceptionnelle. A ce propos, un accent particulier devra être mis sur le renforcement de capacités des jeunes chercheurs et la mise en place d'un pôle de compétences spécialisé autour de ces questions.
- 2) Renforcer, dans la stratégie de réduction de la pauvreté, les approches participatives en tenant compte des perceptions, des argumentaires des acteurs locaux.
- 3) Relativiser les données quantitatives le DSRP en valorisant les données tirées des études sectorielles régionales de perception.
- 4) Faire de la lutte contre la pauvreté l'axe prioritaire de la politique de l'Etat. A ce propos, il importe d'en faire l'axe transversale qui structure toutes les autres politiques de l'Etat ?
- 5) Apporter de façon diligente des solutions aux difficultés d'accès aux facteurs de production. Renouveler le matériel agricole, etc.
- 6) Lutter contre les discriminations dont font preuve les hommes, en milieu rural dans les politiques agricoles.
- 7) Développer une politique agricole de soutien à l'entrepreneuriat paysan et renforcer l'encadrement.
- 8) Favoriser l'accès au crédit à des taux compétitifs et conformes aux conditions objectives des pauvres.
- 9) Développer une politique volontariste et démocratique de concertations de tous les acteurs exclus de par leur position aux centres de décision. Faire en sorte d'instituer des espaces de dialogues communautaires qui permettent à tous les exclus et pauvres de s'exprimer et de faire valoir leurs points de vue.
- 10) Revoir les politiques de ciblage géographique et éco-géographique en décentralisant autant que possible les projets et programmes mis en œuvre.
- 11) Réhabiliter les rapports de confiance entre les institutions et les populations pauvres. Quelles soient d'ordre étatique, institutionnels, etc.
- 12) Aider les populations à créer leurs structures de crédit et d'arriver, à terme, à les autonomiser par le biais de financement satisfaisant en prenant en compte les conditions des femmes et des hommes.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Antoine Ph., Bocquier Ph. Fall A.S. (1995) Les familles dakaroises face à la crise, IFAN-ORSTOM-CEPED, 209 p.

Banque mondiale (1994) Evaluation des conditions de vie au Sénégal. Contribution d'Alice Nicole Sindzingre [Département du Sahel] Washington DC, 30 p.

CODEKA (1997) Plan d'actions pour la commune de Kaolack. Diagnostic et orientations, 102 p.

Diop M.C. (1996) Lutte contre la pauvreté à Dakar. Vers la définition d'une politique municipale. Programme de gestion urbaine. Bureau Régional pour l'Afrique, Séries documents de politique, 183 p.

Direction de la Prévention et de la Statistique (1992) Enquête sur le Priorités (ESP), Banque mondiale, X p.

Direction de la Prévision et de la Statistique (1995) Enquête Sénégalaise Auprès des Ménages (ESAM),

Fall A.S. (2001) Enquêtes des perceptions de la pauvreté au Sénégal (EPPS). Méthodologie de collecte. Cahier à l'intention des consultants régionaux, Dakar, Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), sous-programme 5, 52 p.

Fall A.S. al. (1997) La pauvreté rurale au Sénégal. Diagnostic et stratégies de lutte. Banque mondiale, Groupe de Réflexion Stratégique (GRS), Rapport final. 161 p.

Fall S.T. al. (1998) Etude de faisabilité du programme de sécurité alimentaire en milieu rural. Le cas expérimental du département de Kaffrine, Sénégal. Rapport final, AGETIP, Programme de Nutrition Communautaire, 130 p.

Ferland J.P. (1996) La pratique du ciblage au Sénégal. Programme National de Lutte Contre la Pauvreté, Ministère de l'économie des Finances et du Plan, Direction de la Planification, 57 p.

MEFP – PNUD (2000) Programme pilote de lutte contre la Pauvreté. Programmes d'investissements prioritaires. Commune de Nioro. Rapport final, 20 p. + annexes

MEFP – PNUD (2000) Programme pilote de lutte contre la Pauvreté. Programmes d'investissements prioritaires. Communauté rurale de Keur Maba Diakhou. Rapport final, 22 p. + annexe

MEFP – PNUD (2000) Programme pilote de lutte contre la Pauvreté. Programmes d'investissements prioritaires. Communauté rurale de Wack Ngouna. Rapport final, 25 p. + annexes

MEFP – PNUD (2000) Programme pilote de lutte contre la Pauvreté. Programmes d'investissements prioritaires. Communauté rurale de Ndrané Escalé Rapport final, 24 p. + annexes

MEFP – PNUD (2000) Programme pilote de lutte contre la Pauvreté. Programmes d'investissements prioritaires. Communauté rurale de Keur Madiabel. Rapport final, 21 p. + annexes

MEFP – PNUD (2000) Programme pilote de lutte contre la Pauvreté. Programmes d'investissements prioritaires. Commune de Ndiassate. Rapport final, 20 p. + annexes

République du Sénégal (nd) Plan Régional de Développement Intégré de la Région de Kaolack. Synthèse du bilan - diagnostic. Enjeux majeurs. Programmes d'actions. 110 p.

République du Sénégal, Région de Kaolack, Commune de Kaolack (2000) Le Comité de Développement de la ville de Kaolack. CODEKA. Synergies des forces vives et actions citoyennes pour un développement intégré, responsable et solidaire, 15 p.

République du Sénégal, Région de Kaolack, Conseil Régional (1999) Plan régional de développement intégré de Kaolack (PRDI) 2000-2005. Document principal. Tome I Version provisoire. 128 p.

République du Sénégal, Région de Kaolack, Conseil Régional (1999) Plan régional de développement intégré de Kaolack (PRDI) 2000-2005. Tome II. Annexes, 79 p.

République du Sénégal, Région de Kaolack, Gouvernance de Kaolack (2000) Contribution de la région de Kaolack à l'élaboration du XI^{ème} plan de développement économique et social. Phase I : Bilan diagnostic de l'économie régionale et de la réforme de 1996. 64 p.

République du Sénégal, Région de Kaolack, Gouvernance de Kaolack (2000) Contribution de la région de Kaolack à l'élaboration du XI^{ème} plan de développement économique et social. Phase II : Stratégies de développement et propositions pour l'amélioration de la décentralisation. 50 p.

République du Sénégal, Région de Kaolack, Service régional de la planification (2000) Monographie de la région de Kaolack. Données de 1999-2000, 48 p.